

QATAR

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par

SAR la Princesse Astrid,
Représentante de SM le Roi

21 > 27 mars 2015



agence pour le
commerce extérieur

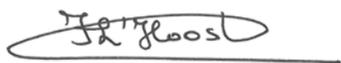
PRÉFACE

Hôte de la Coupe du Monde de football 2022, l'émirat du Qatar a mis sur les rails un programme colossal de modernisation de ses infrastructures sportives, hôtelières et de transport, largement financé grâce à ses ressources en hydrocarbures.

Derrière les oléoducs et gazoducs, garants de l'opulence actuelle du pays, se cache en outre un potentiel de diversification considérable, qui nécessite des investissements dans la formation, la recherche et le développement.

Le Qatar aspire à passer d'une économie de rente pétrolière et gazière à une économie de la connaissance et du savoir, comme en témoignent ces mots de l'ancien chef d'état Hamad Bin Khalifa Al Thani : « *I really don't want you to think of Qatar as a hydrocarbon country alone. We know that hydrocarbons will come and go. But education will stay. It is the most important thing for us* ». Pour relever ce défi ambitieux, le Qatar devra sans nul doute s'adjoindre des partenaires compétents.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec les institutions régionales de promotion du commerce extérieur, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire preuve de leur savoir-faire et de révéler leurs atouts sur le marché qatarien.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint



Marc Bogaerts

Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Deuxième pays le plus riche de la planète, le Qatar jouit d'un PIB dépassant les 200 milliards d'USD. Lors de la dernière décennie, la croissance a régulièrement dépassé les 10 % et, pour 2014, un résultat de 6,2 % a été enregistré. Les ressources pétrolières et gazières de l'émirat contribuent largement à ce succès.

La stratégie nationale « Qatar National Vision 2030 » repose sur quatre piliers de développement, humain, social, économique et environnemental. La diversification des activités vers des secteurs hors hydrocarbures fait partie des priorités du gouvernement.

Parmi les paramètres macroéconomiques du Qatar, il importe de garder un œil sur l'inflation, qui s'est élevée à 3,2 % pour 2014 et menace d'augmenter prochainement. La Qatar Central Bank devrait continuer à émettre des obligations afin de drainer les liquidités excédentaires et maîtriser la hausse des prix. Les taux d'intérêt font quant à eux preuve de stabilité.

Le budget 2014/2015 prévoit des dépenses record de 60 milliards d'USD. Les infrastructures, l'éducation et la santé se sont taillé la part du lion. La dette publique avoisine les 30 % du PIB, ce qui justifie largement la 2^e position mondiale qu'occupe le pays pour le critère relatif à la stabilité macroéconomique au Global Competitiveness Report 2014-2015 du Forum économique mondial. Une partie des excédents financiers du pays est investie hors des frontières par le biais du fonds souverain Qatar Investment Authority.

Le Qatar présente également un profil démographique atypique, caractérisé par un déséquilibre des sexes manifeste, une population très jeune ainsi qu'une large majorité d'immigrés, essentiellement des ouvriers employés dans la construction.

Membre du GCC (Conseil de coopération du Golfe), du GAFTA et de l'OPEP, le Qatar est résolument ouvert au commerce international. Ses exportations ont presque triplé depuis 2007, en raison de l'envol des prix pétroliers et gaziers. Elles devraient cependant se stabiliser dans les prochaines années. Cette tendance, couplée à la croissance attendue des importations, dopée par les nombreux chantiers de construction, devrait éroder la balance commerciale qatarienne. Si l'Asie accapare 80 % des exportations du Qatar, l'Union européenne est son premier partenaire en matière d'importations.

Quant aux flux d'investissements directs étrangers, ils ont évolué dernièrement en dents de scie. La tendance est actuellement à la hausse, notamment dans la pétrochimie et la construction. Le Qatar jouit d'un environnement favorable aux investissements, même si la collaboration avec un partenaire qatarien s'avère en règle générale incontournable pour pouvoir s'implanter sur le territoire.

La deuxième partie de l'étude analyse quatre secteurs parmi les plus riches en opportunités pour nos entreprises : le gaz et le pétrole, la construction, le cleantech et la santé.

L'émirat est dépendant de son or noir et plus encore de ses ressources gazières. Les hydrocarbures représentent plus de la moitié du PIB et de 90 % des recettes d'exportations. Le Qatar est le premier vendeur de LNG et détient la troisième réserve planétaire de gaz.

L'organisation de la Coupe du Monde de football en 2022 a donné un coup de fouet à un autre secteur : celui de la construction. Le budget consacré à l'évènement est imposant : 200 milliards d'USD, soit l'équivalent du PIB annuel. Au-delà des infrastructures sportives, le pays prévoit de se doter d'hôtels en suffisance et de moyens de

transport modernes et efficaces afin de pouvoir recevoir et déplacer les millions de visiteurs attendus.

La filière environnementale n'est pas en reste. Le gouvernement se tourne actuellement vers une énergie alternative aux hydrocarbures : le solaire. Des investissements importants y seront consacrés, de même que dans d'autres domaines où les défis sont considérables, comme la gestion de l'eau, le traitement des déchets et la pollution atmosphérique.

Enfin, le secteur de la santé enregistre lui aussi une croissance remarquable. Les infrastructures, les services et le personnel médical vont devoir s'adapter à des exigences grandissantes, tant au niveau quantitatif que qualitatif.

Après quelques données d'ordre général (section 1) et l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques (section 2), nous étudierons les quatre secteurs d'activité précités (section 3), les hydrocarbures, la construction, l'environnement et la santé, parmi les plus dynamiques actuellement au Qatar. Nous évoquerons également quelques réussites récentes d'entreprises belges (section 4).

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. DONNÉES GÉNÉRALES	8
2. DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1 PIB	16
2.1.2 Inflation	20
2.1.3 Taux d'intérêt	22
2.1.4 Taux de change	22
2.1.5 Budget	23
2.1.6 Emploi	27
2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR	30
2.2.1 Collaboration internationale	30
2.2.2 Balance commerciale	31
2.2.3 Relations avec la Belgique	33
2.2.4 Balance du compte courant	34
2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	35
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE	38
2.4.1 Appréciation du risque selon le Groupe Credendo	38
2.4.2 Autres indicateurs de risque	40
3. ANALYSE SECTORIELLE	42
3.1 CONSTRUCTION	44
3.2 HYDROCARBURES	50
3.2.1 Gaz	52
3.2.2 Pétrole	54
3.3. CLEANTECH	56
3.3.1 Energie solaire	56
3.3.2 Eau	58
3.3.3 Déchets	59
3.3.4 Pollution atmosphérique	60
3.4 SANTÉ	61
4. RÉUSSITES RÉCENTES	68
CHASSIS HANIN	70
DEME	71
MEMNON	72
5. SOURCES	74



1

DONNÉES GÉNÉRALES





- ◆ Le Qatar est un émirat du Moyen-Orient. Après la domination des Perses puis, plus récemment, de Bahreïn, des Ottomans et des Britanniques, le Qatar est devenu un état indépendant le 3 septembre 1971. Contrairement à la plupart des émirats voisins, le Qatar a refusé d'intégrer la fédération des Émirats arabes unis.
 - ◆ Doha, la capitale, et Al-Rayyan sont les deux premières villes du pays. Elles concentrent conjointement les trois quarts des Qataris (ou Qatariens).
 - ◆ Le chef de l'état actuel est l'émir Tamim Bin Hamad Al-Thani, qui a succédé à son père le 25 juin 2013. Le Premier Ministre est le Sheikh Abdullah Bin Nasser Bin Khalifa Al Thani.
 - ◆ Le pays comptait 2.187.326 habitants en septembre 2014. Sa démographie affiche l'une des croissances les plus rapides au monde. Avec une progression annuelle moyenne de 9,1 % depuis 2000, la population a été multipliée par 3,3 en 14 ans.
 - ◆ Selon les estimations, l'émirat ne recense que 12 % de natifs qatariens, soit environ 260.000 personnes. Les 88 % restants sont des expatriés occidentaux ou issus du sous-continent indien et des proches pays arabes non riches en pétrole et en gaz naturel. La composition ethnique se profile comme suit : 40 % d'Arabes (notamment Qatariens, Égyptiens, Marocains et Palestiniens), 18 % de Pakistanais, 18 % d'Indiens, 10 % d'Iraniens et 14 % d'autres origines. 541 Belges étaient inscrits dans les registres de Doha en février 2015.
 - ◆ La grande majorité des migrants sont des ouvriers de sexe masculin. En conséquence, 75 % des résidents sont des hommes et seulement 25 % des femmes. Il s'agit du plus large déséquilibre de la planète.
 - ◆ 1,02 % des Qatariens ont 65 ans ou plus (septembre 2014), soit l'un des plus faibles ratios au monde. 14,3 % ont moins de 15 ans et la même proportion a entre 15 et 24 ans. L'espérance de vie de naissance s'élève à 75,35 ans. L'âge médian est de 32,8 ans pour les hommes et de 25,4 ans pour les femmes.
 - ◆ La langue officielle est l'arabe.
- L'anglais est fréquemment utilisé dans les rapports commerciaux. De plus, il a tendance



à s'imposer comme langue véhiculaire entre les différentes communautés culturelles, mais également comme un moyen de communication privilégié pour l'importante diaspora d'expatriés que compte le pays.

- ◆ L'islam d'obédience wahhabite est la religion d'État du Qatar. Tous les Qatariens d'origine sont par conséquent musulmans, mais les nombreux travailleurs étrangers pratiquent d'autres cultes. Selon l'un des derniers recensements, 77,5 % des résidents de l'émirat sont musulmans, 9 % hindouistes, 8,5 % chrétiens. Les 5 % restant adhèrent à d'autres croyances.
- ◆ Le Qatar s'étend sur 160 km de longueur et 80 km de largeur. Il totalise 11.607 km², soit environ 40 % de la surface du territoire belge. Presqu'île située sur la rive sud du golfe Persique, il partage une frontière terrestre de 60 km avec l'Arabie saoudite au sud. Il est également limitrophe de Bahreïn au nord-ouest.
- ◆ Au centre du pays, un plateau vallonné surplombe la plaine côtière étroite.

Lors de la saison chaude, de mai à octobre, le Qatar connaît un climat aride. Les tempé-

ratures oscillent entre 35 et 40° et peuvent grimper jusqu'à 50°. Les précipitations sont inexistantes, mais l'humidité est très élevée (90 %). Les tempêtes de sable sont fréquentes.

La saison douce s'étend de novembre à avril. L'émirat bénéficie d'un climat tempéré avec des températures variant entre 22° en janvier à 30° en avril. Les nuits sont fraîches et les précipitations très faibles (70 à 80 mm par an).

- ◆ Le riyal qatari (QAR) est l'unité monétaire du Qatar. Il est divisé en 100 dirhams. Le 25 janvier 2015, 1 EUR valait 4,0587 QAR.
- ◆ Le Qatar affiche un indice de développement humain (IDH) de 0,851 en 2013 et occupe la 31^e place sur 187 pays étudiés, dans la catégorie « Very high human development ». La Belgique se classe 21^e.



2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1	INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1	PIB	16
2.1.2	INFLATION	20
2.1.3	TAUX D'INTÉRÊT	22
2.1.4	TAUX DE CHANGE	22
2.1.5	BUDGET	23
2.1.6	EMPLOI	27
2.2	COMMERCE EXTÉRIEUR	30
2.2.1	COLLABORATION INTERNATIONALE	30
2.2.2	BALANCE COMMERCIALE	31
2.2.3	RELATIONS AVEC LA BELGIQUE	33
2.2.4	BALANCE DU COMPTE COURANT	34
2.3	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	35
2.4	APPRÉCIATION DU RISQUE	38
2.4.1	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	38
2.4.2	AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	40

2.1 INDICATEURS CLÉS

La Qatar National Vision (ou QNV) est la stratégie nationale du Qatar à l'horizon 2030. Lancée en 2008, elle définit des objectifs économiques et sociaux à long terme et constitue une plate-forme permettant d'élaborer des plans d'action plus détaillés. Elle vise à élargir le potentiel du Qatar et à lui donner la capacité d'accompagner son propre développement et d'offrir un niveau de vie élevé à tous ses habitants.

Elle a identifié cinq défis majeurs pour le Qatar :

- ◆ la modernisation et la préservation des traditions
- ◆ les besoins de la génération actuelle et ceux des générations futures
- ◆ une croissance gérable et un développement contrôlable
- ◆ la quantité et la qualité de la main-d'œuvre expatriée et la voie de développement choisie
- ◆ la croissance économique, le développement social et la gestion de l'environnement.

Elle repose sur quatre piliers de développement interconnectés (source : OMC) :

- ◆ *le développement humain*

Le Qatar ambitionne une société prospère. Le gouvernement du Qatar doit continuer à investir massivement dans des systèmes de santé et d'enseignement modernes et conformes aux normes internationales. Il doit renforcer les capacités et les compétences de la main-d'œuvre et développer les capacités humaines nécessaires à la recherche et au développement dans les domaines de la science et de la technologie.

- ◆ *le développement social*

Les travaux du gouvernement devraient viser à promouvoir les valeurs familiales, à élaborer un

système efficace de protection sociale pour les Qatariens, à développer les institutions démocratiques, à prendre des initiatives pour renforcer l'autonomisation des femmes qatariennes dans les domaines économique et politique, à adopter des mesures pour préserver l'héritage et la culture du pays, à renforcer l'identité arabe et islamique de l'État du Qatar et à encourager les activités sportives et des modes de vie plus sains.

- ◆ *le développement économique*

Le gouvernement s'est engagé à exploiter de façon responsable les ressources du pays en hydrocarbures et à investir les recettes tirées de cette activité de façon rationnelle pour les générations actuelles et futures. La priorité est donnée aux dépenses effectuées au profit des infrastructures, de la population et des institutions. La QNV prévoit le développement d'une économie dynamique et diversifiée reposant de plus en plus sur le secteur privé afin de faire du Qatar un pôle régional de connaissances et d'activité entrepreneuriale.

- ◆ *le développement environnemental*

L'objectif du Qatar est de mettre en place un système de gestion environnementale compatible avec la croissance économique, d'encourager la rationalisation de la consommation d'eau et de préserver les ressources rares grâce à une utilisation durable de celles-ci. Le gouvernement s'est engagé à améliorer la qualité de l'air, à réduire les déchets et à développer le recyclage, à faire tout son possible pour préserver l'héritage et la biodiversité du pays, à adopter une conduite et des valeurs favorables à l'environnement et à participer aux programmes de coopération régionale et internationale qui encouragent les technologies vertes

Vision nationale 2030

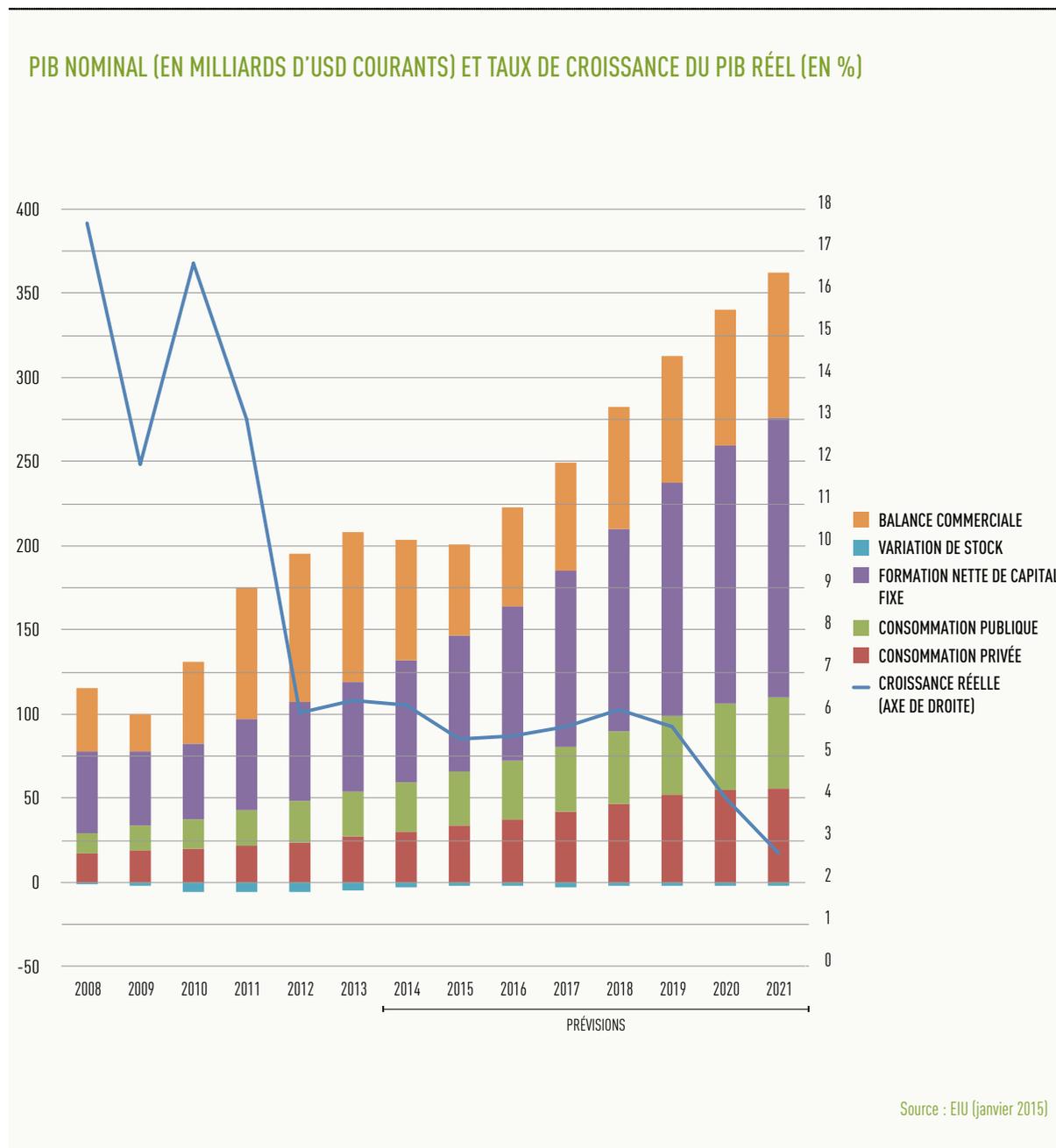


« Le développement, dans son sens le plus large, et les défis économiques, environnementaux, technologiques et liés aux ressources auxquels il est lié sont devenus une question déterminante pour la survie, le rôle et l'évolution de toute société [...] Les travaux inachevés du cycle de négociations commerciales de Doha doivent être finalisés pour promouvoir le commerce mondial, éliminer les obstacles au commerce, créer un environnement favorable à l'investissement national et étranger et établir des partenariats appropriés entre les secteurs public et privé. »

Hamad Bin Khalifa Al-Thani

Ancien Émir du Qatar
(Forum de Doha, mai 2013)

2.1.1 PIB



Le produit intérieur brut ou PIB est le premier indicateur pour évaluer la santé économique d'un pays.

Le PIB qatarien nominal (aux prix du marché) a doublé en quatre ans, atteignant 203 milliards d'USD en 2013. En 2014, il serait resté à un niveau

similaire, selon l'Economist intelligence Unit. Le PIB réel, mesure de la vraie croissance économique, a quant à lui progressé de 6,2 %.

2^E PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE...

Le PIB qatarien par habitant dépasse les 100.000 USD depuis 2012. Selon une étude du Boston Consulting Group, plus de 14 % des foyers seraient millionnaires en USD.

Au classement par pays, le Qatar a ravi la médaille d'argent à la Norvège en 2014, grâce à un produit intérieur brut par tête estimé par le FMI à 105.637 USD. Le Luxembourg conserve la première position, alors que la Belgique est 16^e.



CLASSEMENT DES PAYS SUIVANT LE PIB PAR HABITANT (ESTIMATIONS 2014, PRIX COURANTS)

Rang	Pays	PIB 2014 par habitant (USD)	PIB 2013 par habitant (USD)	Evolution
1	Luxembourg	115 542	110 573	+4,49 %
2	Qatar	105 637	104 655	+0,94 %
3	Norvège	102 331	101 271	+1,05 %
4	Suisse	82 971	80 276	+3,36 %
5	Australie	62 127	64 157	-3,16 %
6	Danemark	60 256	57 999	+3,89 %
7	Suède	59 595	57 297	+4,01 %
8	Etats-Unis	54 609	52 839	+3,35 %
9	Singapour	53 671	52 918	+1,42 %
10	Canada	53 118	51 871	+2,4 %
11	Autriche	51 641	49 256	+4,84 %
12	Finlande	50 037	47 625	+5,06 %
13	Irlande	49 888	47 882	+4,19 %
14	Pays-Bas	49 273	47 651	+3,4 %
15	Islande	47 619	45 315	+5,08 %
16	Belgique	47 166	45 537	+3,58 %
17	Koweït	47 048	47 829	-1,63 %
18	Allemagne	45 925	43 952	+4,49 %
19	France	44 730	42 991	+4,05 %
20	Emirats arabes unis	43 424	43 185	+0,55 %

Source : FMI (2014)

UNE CROISSANCE IMPRESSIONNANTE...

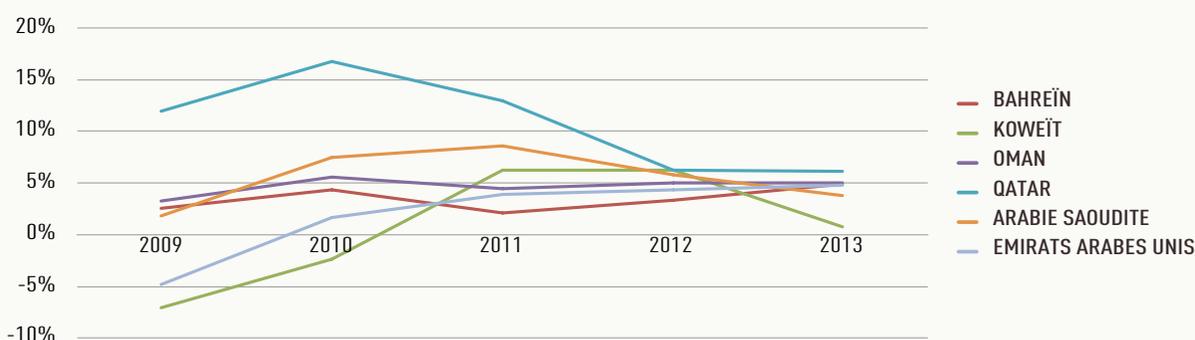
La croissance annuelle réelle du pays affichait deux chiffres entre 2006 et 2011. Elle était l'une des plus dynamiques au monde, stimulée par les activités pétrolières et gazières florissantes.

En 2012 et 2013, elle s'est modérée et stabilisée aux alentours de 6 %. L'EIU estime la croissance

moyenne de 2014 à 6,2 %. Elle devrait fléchir progressivement au cours des années suivantes, jusqu'à 2,7 % en 2021. Le recul annoncé des prix et des volumes de production des hydrocarbures explique ce probable ralentissement.

Au sein des pays du GCC (Conseil de coopération du Golfe, voir 2.2), la croissance du Qatar s'est montrée nettement supérieure à celle de ses voisins.

CROISSANCE RÉELLE DES PAYS DU GCC



Source : FMI, World Economic Outlook 2014 (avril 2014)

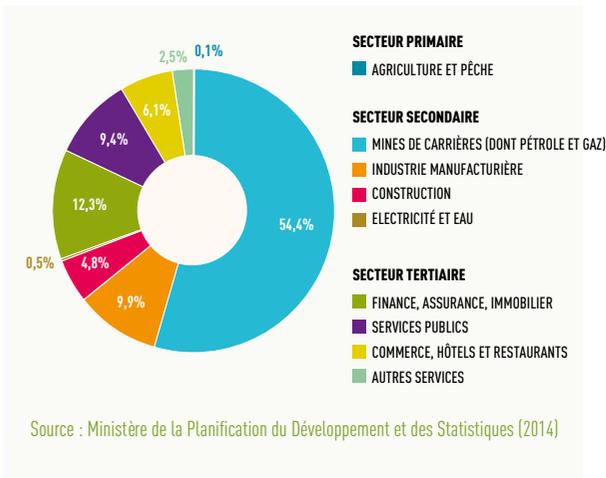
... DOPÉE PAR LE PÉTROLE ET LE GAZ

VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2013

	Part PIB 2013	Evolution 2012-2013
Agriculture et pêche	0,1%	8,4%
Mines et carrières (dont pétrole et gaz)	54,4%	2,0%
Industrie manufacturière	9,9%	2,8%
Construction	4,8%	15,1%
Electricité et eau	0,5%	12,2%
Finance, assurance, immobilier	12,3%	18,3%
Services publics	9,4%	16,2%
Commerce, hôtels et restaurants	6,1%	16,4%
Autres services	2,5%	n.c.

Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (2014)

VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2013



La ventilation sectorielle montre de prime abord la dominance du secteur secondaire dans l'économie qatarienne. Il génère près de 70 % de la richesse du pays, ne laissant que 30 % au secteur tertiaire et moins de 1 % au secteur primaire.



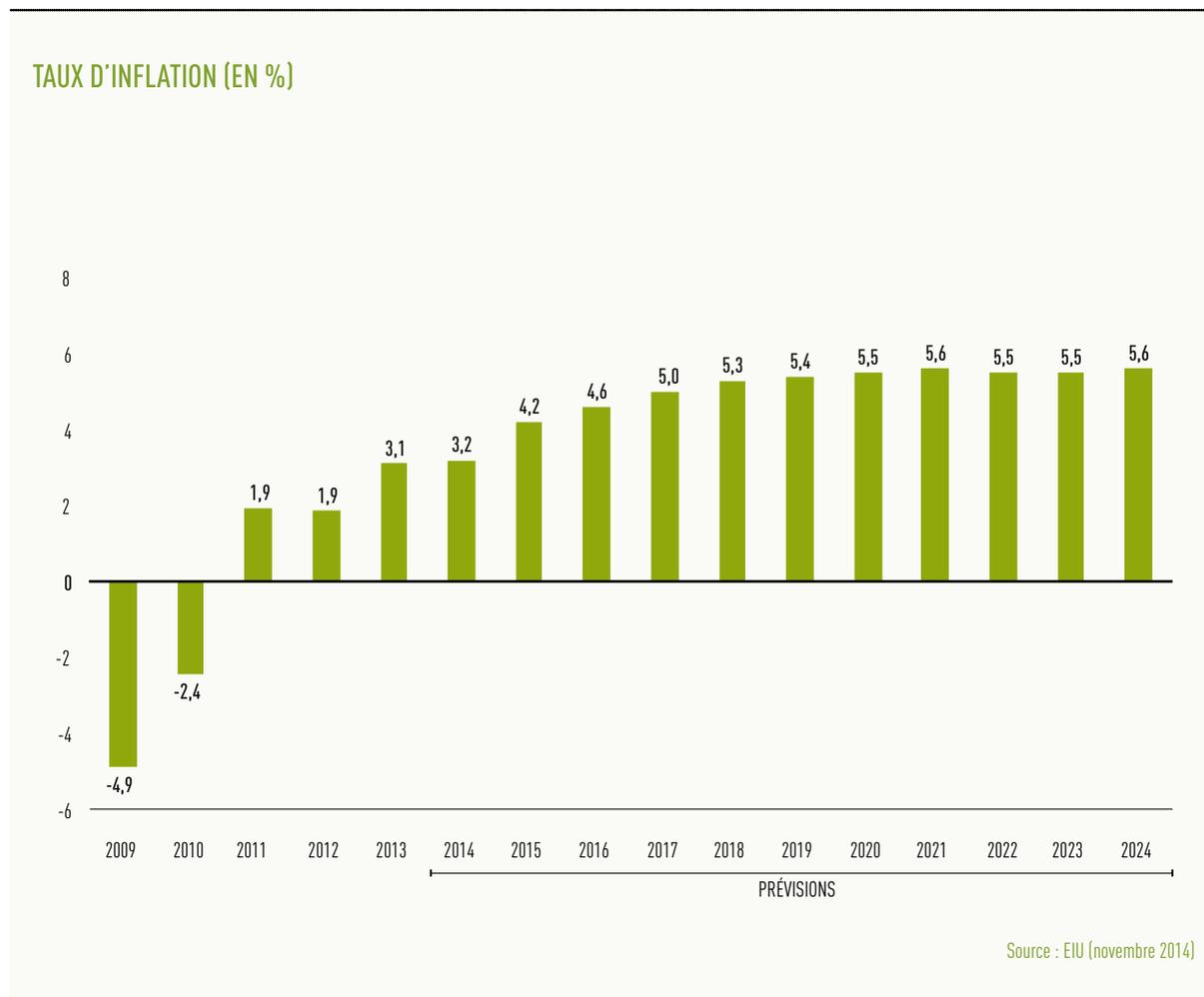
Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles. L'agriculture et la pêche contribuent au PIB qatarien à hauteur de 0,1 %.

Le secteur secondaire englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. L'exploitation de mines et de carrières, incluant le pétrole et le gaz, se taille la part du lion et représente plus de la moitié du PIB (54,4 % en 2013). L'industrie manufacturière, la construction ainsi que l'électricité et l'eau se partagent le solde du secteur secondaire avec respectivement 9,9 %, 4,8 % et 0,5 % du PIB.

Le secteur tertiaire se définit comme celui des services. Il représente 30,3 % du PIB qatarien. Les services contribuant le plus au PIB national sont la finance, l'assurance et l'immobilier (12,3 %), les services publics (9,4 %) ainsi que le commerce, les hôtels et les restaurants (6,1 %).

La part du secteur des hydrocarbures diminue légèrement d'année en année, conformément à la stratégie nationale QNV 2030 et à ses ambitions de diversification. De 58 % en 2010, il est passé à 54 % en 2013. Il n'a progressé cette année-là que de 2 %, alors que la plupart des autres secteurs ont connu une croissance à deux chiffres.

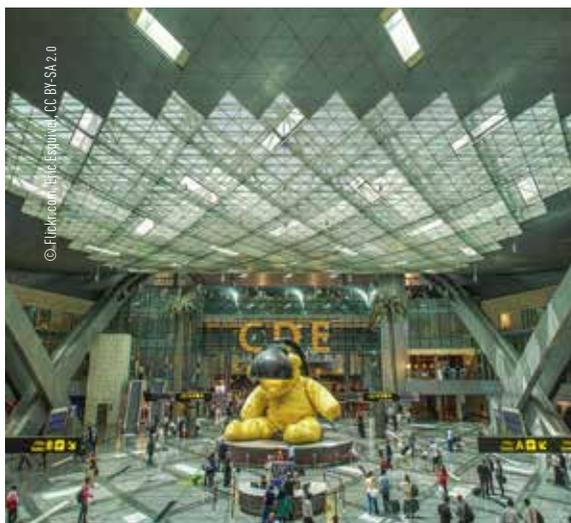
2.1.2 INFLATION



L'inflation se base communément sur l'indice des prix à la consommation (IPC), ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages achètent pour leur consommation propre.

Pour déterminer l'inflation, on considère la progression de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. Cet indicateur et son évolution servent entre autres de références à la banque centrale pour la conduite de sa politique monétaire.

L'inflation est estimée à 3,2 % pour 2014, nourrie par la consommation croissante de biens et services.



	IPC				EVOLUTION		
	2010	2011	2012	2013	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Global	106,9	108,9	111,0	114,4	1,9%	1,9%	3,1%
Food, beverages & Tobacco	123,9	129,4	134,2	137,3	4,4%	3,7%	2,3%
Clothing & footwear	105,2	113,3	116,5	116,7	7,7%	2,8%	0,2%
Rent, utilities & related housing service	91,9	87,4	84,6	89,5	-4,9%	-3,3%	5,8%
Furniture, Textiles & Home Appliances	109,9	113,1	118,6	122,4	2,9%	4,9%	3,1%
Medical Care & health Services	109,7	112,6	114,2	116,9	2,6%	1,5%	2,3%
Transport & Communication	107,2	114,1	116,7	118,3	6,4%	2,3%	1,4%
Entertainment, Recreation and Culture	111,6	113,9	120,7	129,5	2,0%	6,0%	7,3%
Miscellaneous Goods & services	126,1	133,4	139,8	136,4	5,8%	4,8%	-2,5%

Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (2014)

Le tableau ci-contre présente l'évolution de l'indice des prix à la consommation (base 2007=100) avec une ventilation par catégories de biens. Le regain d'inflation observé en 2013 est principalement imputable à la progression des coûts immobiliers, qui évoluent d'une déflation de 3,3 % en 2012 à une inflation de 5,8 % en 2013. Les biens alimentaires et vestimentaires voient par contre la croissance de leurs prix s'atténuer.

Bien que les cours du pétrole devraient continuer à diminuer dans les années à venir, les dépenses publiques, en particulier pour des investisse-

ments dans la construction, seront conséquentes et devraient conduire à une inflation élevée, 4,9 % en moyenne entre 2015 et 2019. La hausse attendue des prix des biens alimentaires et des boissons devrait l'accroître dès 2016.

La banque centrale qatarienne (Qatar Central Bank ou QCB) devrait maintenir sa politique et continuer à émettre trimestriellement 4 milliards de QAR (1,1 milliard d'USD) d'obligations et de sukuks (obligations islamiques) pour drainer les liquidités excédentaires et maîtriser l'inflation.

2.1.3 TAUX D'INTÉRÊT

La Qatar Central Bank est garante de la politique monétaire du pays et pilote à ce titre les taux d'intérêt du pays.

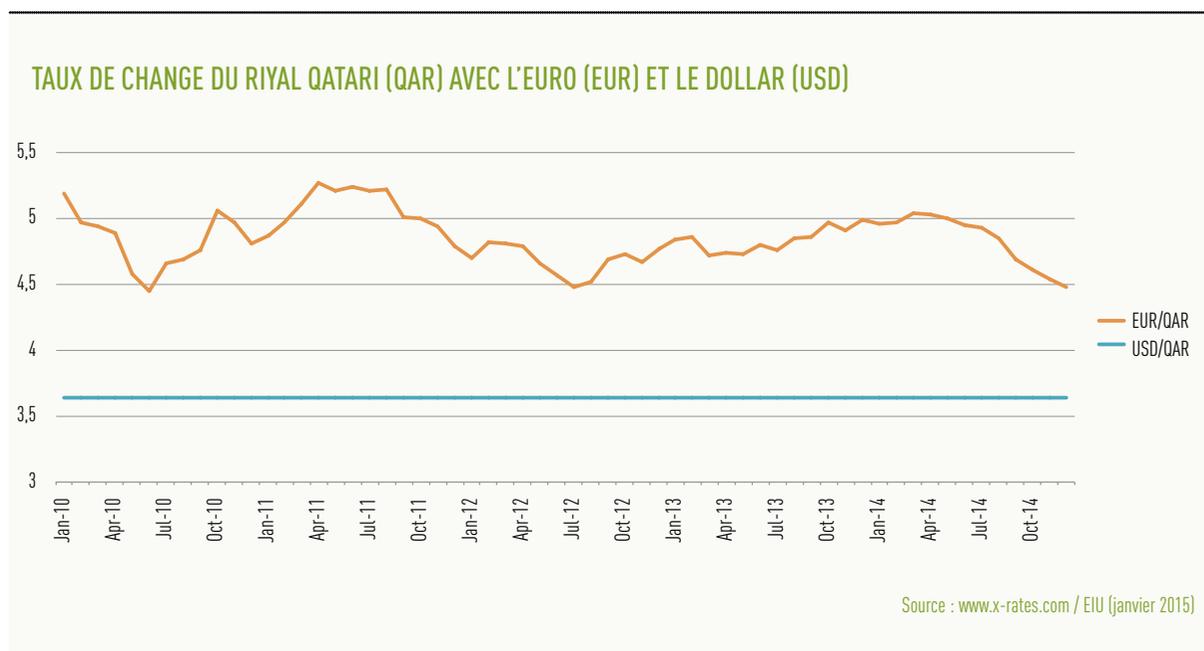
Le taux débiteur de la QCB est utilisé pour envoyer des signaux forts concernant la situation de la politique monétaire. Taux de base auquel les banques privées empruntent à la banque centrale, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation ainsi que les pro-

duits d'épargne. Il joue un rôle essentiel dans la régulation du niveau général des taux d'intérêt au sein de l'économie.

En 2013, on distinguait cinq instruments monétaires qui permettaient d'influencer la liquidité intérieure : les taux du marché monétaire qatarien, les opérations de mise en pension, le taux des réserves obligatoires, les bons du Trésor et les obligations d'Etat.

Depuis août 2011, les taux débiteur et créateur de la QCB restent inchangés à respectivement 4,50 % et 0,75 %.

2.1.4 TAUX DE CHANGE



Depuis sa création en 1993, la QCB calque sa politique monétaire sur la stratégie de son prédécesseur, l'Autorité monétaire du Qatar (QMA). Celle-ci consiste à utiliser le taux de change comme point d'ancrage nominal.

La politique de change repose sur une parité fixe entre le riyal qatarien et le dollar américain, éta-

blie à 3,64 QAR pour 1 USD depuis 2001.

Selon l'EIU, les autorités de l'émirat veulent maintenir ce régime, arguant que les exportations de gaz et de pétrole sont libellées en USD, mais également que l'arrimage au billet vert offre stabilité et réassurance aux investisseurs. Une réévaluation prochaine des conditions semble

peu probable, à moins d'un affaiblissement substantiel de l'USD.

L'euro s'est globalement apprécié par rapport au QAR de l'été 2012 au printemps 2014, période à laquelle il a franchi la barre des 5 QAR. Depuis lors cependant, la tendance s'est inversée. La

moyenne de décembre 2014 affiche un taux de 4,48 QAR pour 1 EUR. Comme par rapport à l'USD, l'euro perd de la valeur par rapport au QAR, les deux devises étant couplées. Il s'agit d'un facteur positif pour les exportateurs belges vers le Qatar.

2.1.5 BUDGET

Le Qatar a approuvé en avril 2014 un budget record pour l'année fiscale 2014/2015 de 60 milliards d'USD (+3,7 % par rapport à 2013/2014) et prévoit d'engranger environ 62 milliards d'USD de recettes (+3,5 %). Les projections sont basées sur un prix du baril de pétrole de 65 USD, alors que celui-ci passait sous la barre de 50 USD en janvier 2015.

Les trois postes principaux de ces dépenses colossales représentant conjointement 54 % du total sont :

- ◆ l'infrastructure et le transport : 20,76 milliards d'USD (+22 % par rapport au budget précédent)
- ◆ l'éducation : 7,22 milliards d'USD (+7 %)
- ◆ la santé : 4,31 milliards d'USD (+12 %).

Le Qatar jouit habituellement d'un large surplus budgétaire, grâce aux importantes recettes générées par les exportations de pétrole et de gaz. Il représentait 15,2 % du PIB en 2013.

Ces moyens financiers considérables permettent une marge de manœuvre enviable pour mener une politique budgétaire expansionniste, centrée sur les investissements et une hausse des dépenses courantes.

Le boni devrait cependant s'atténuer dans les années à venir avec la baisse annoncée du prix du pétrole, et de facto du gaz. Affichant 110 USD

en moyenne ces trois dernières années, le baril de Brent s'échangeait fin janvier 2015 aux environs de 45 USD.

Le surplus fiscal s'élèverait donc en 2014 à 2 milliards d'USD soit 1 % du PIB, bien en dessous des prévisions de l'EIU (10,4 %).

La dette publique qatarienne diminue quant à elle progressivement depuis 2011, où elle atteignait 34,8 % du PIB. Elle devrait représenter 30,0 % du PIB en 2014.

Les réserves de change, avoirs en devises étrangères et en or détenus par la banque centrale, ont évolué de 17 milliards d'USD en 2011 à 42 milliards en 2013, soit l'équivalent de 8 mois d'importations de biens et services. En 2014, elles devraient s'élever à 47 milliards et franchir la barre des 50 milliards d'USD dès 2015.

Le Qatar place une partie de ses excédents financiers à l'étranger par le biais de la « Qatar Investment Authority » (QIA), son fonds d'investissement souverain et de ses satellites.

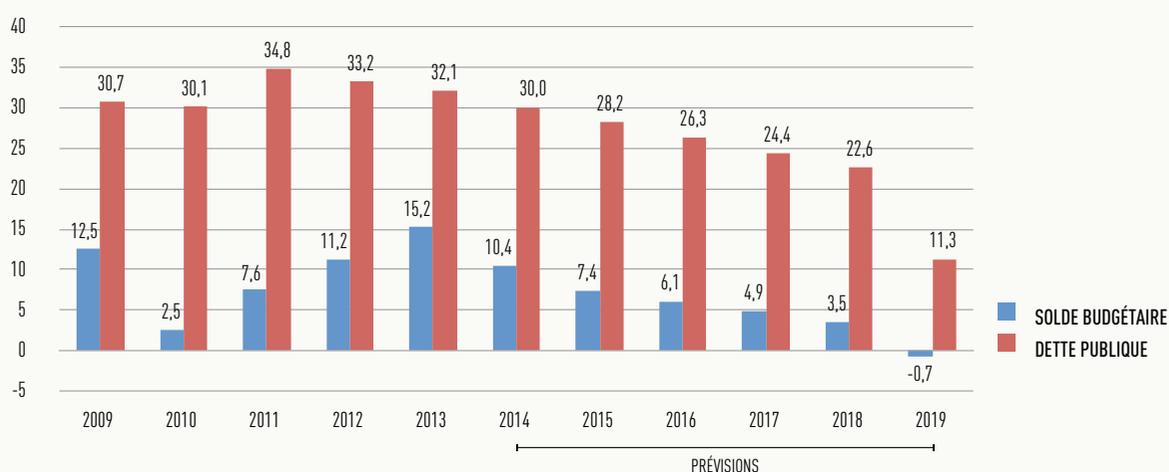
Créé en 2005 pour renforcer l'économie du pays, il a pour vocation de compléter ses richesses naturelles et diversifier ses actifs. Sans répartition géographique ou sectorielle prédéfinie, il investit en fonction de la conjoncture et des opportunités. Il exclut toutefois par principe les secteurs du jeu et de l'alcool, conformément à la charia, la loi islamique.

Il figure au 11^e rang mondial des fonds souverains avec des actifs estimés à 256 milliards d'USD par

le Sovereign Wealth Fund Institute. Il investit tant au Qatar, via la Fondation du Qatar spécialisée dans la culture et l'éducation (voir 2.1.6) qu'à l'étranger (80 % en Europe), principalement via Qatar Holding, qui privilégie les secteurs comme les hôtels, les biens de luxe, le tourisme et la finance. QIA possède des participations dans de grandes enseignes comme Total, Lafayette, Harrods...

Il souhaite mettre l'accent à l'avenir sur la technologie et l'e-commerce. Selon le « Financial Times », QIA prévoit d'investir près de 15 milliards d'USD dans les années à venir dans des entreprises asiatiques de pays comme la Chine, la Corée, Singapour ou le Japon.

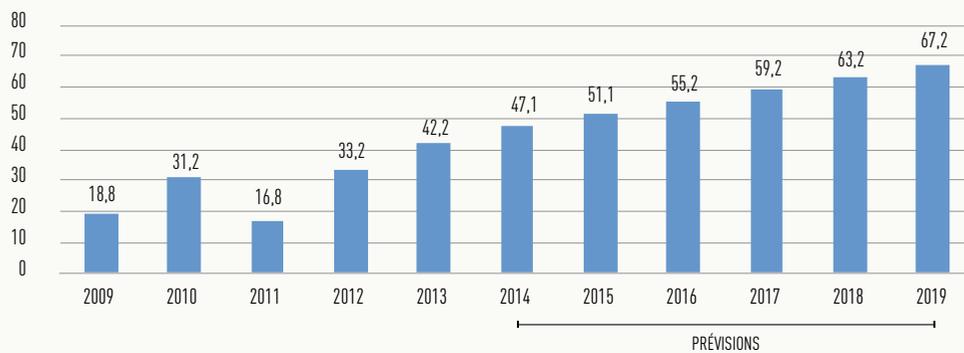
DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET DETTE PUBLIQUE (EN % DU PIB)



Source : EIU (novembre 2014)



RÉSERVES DE CHANGE (EN MILLIARDS D'USD)



Source : EIU (novembre 2014)



“I believe the budget will have a positive impact on the life and wellbeing of citizens and residents by way of improving the package of services they are offered [...] The large allocations for development projects will open the door to investors [...] The adoption of a budget of this magnitude will spur the Qatari economy to diversify its income sources in order to create a dynamic economy”.

Abdul Aziz Al Emadi

Ancien président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Qatar

(avril 2014)

QUELQUES GRANDS INVESTISSEMENTS DE QIA

Finance

- ◆ Qatar Islamic Bank
- ◆ Qatar National Bank
- ◆ Agricultural Bank of China
- ◆ Banco Santander Brasil
- ◆ Barclays
- ◆ Crédit suisse
- ◆ London Stock Exchange

Immobilier et hôtellerie

- ◆ Hôtel Martinez à Cannes
- ◆ Hôtel du Louvre à Paris
- ◆ Hôtellerie Four Seasons à Florence
- ◆ Intercontinental à Londres
- ◆ Intercontinental à New-York

Industrie

- ◆ EADS
- ◆ Porsche
- ◆ Volkswagen

Transport

- ◆ Qatar Airways
- ◆ Qatar Railways Development Company

Sport

- ◆ Paris Saint-Germain FC (100 % du club)
- ◆ Paris Saint-Germain Handball (100 % du club)

Autres

- ◆ Harrods
- ◆ Groupe Lagardère
- ◆ Qatar Telecom
- ◆ Suez Environnement
- ◆ Veolia Environnement
- ◆ Vinci
- ◆ LVMH

Source : QIA

2.1.6 EMPLOI

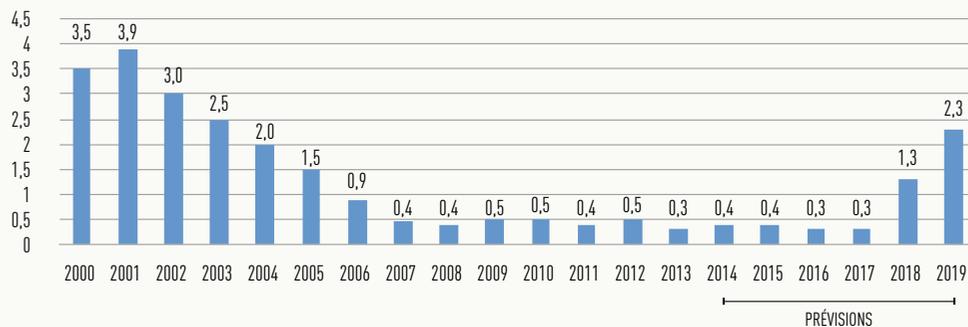
UNE DÉMOGRAPHIE ATYPIQUE

La population qatarienne présente une structure atypique (voir Données générales). Tout d'abord, sur les 2,18 millions d'habitants, une proportion conséquente, 87 %, a plus de 15 ans. Parmi ceux-ci, 87 % sont économiquement actifs (soit travailleurs, soit chômeurs). Au sein de cette population active, 99,8 % ont un emploi, ce qui engendre un taux de chômage extrêmement faible : 0,2 % au 3^e trimestre 2014.

Les données de l'EIU diffèrent quelque peu et l'estiment à 0,4 % pour l'année 2014. Le chômage a fortement diminué ; il n'a plus dépassé le seuil de 0,5 % depuis 2007. On peut cependant s'attendre à une remontée à partir de 2018, lorsque la plupart des chantiers de construction arriveront progressivement à terme.

Parmi les 13 % de personnes économiquement inactives, 48 % sont au foyer, 38 % étudiants, 7 % retraités et 3 % handicapés.

TAUX DE CHÔMAGE (EN %)

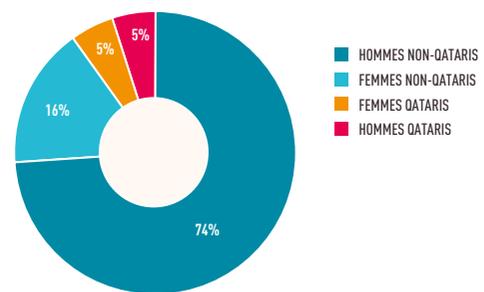


Source : EIU (novembre 2014)

Des différences notoires existent cependant entre les statistiques de travail des Qataris et celles des étrangers qui ont immigré dans le pays.

Seul un habitant de plus de 15 ans sur dix est Qataris. Parmi ceux-ci, la proportion hommes-femmes est équilibrée. Chez les étrangers, par contre, 82 % sont des hommes, contre 18 % des femmes.

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS (2014)



Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (octobre 2014)

Nationalité	Sexe	POPULATION ACTIVE			POPULATION INACTIVE						TOTAL
		Employés	Chômeurs	Total	Au foyer	Etudiants	Handicapés	Retraités	Autres	Total	Total
Qataris	Hommes	62.003	479	62.482	0	16.587	1.182	10.222	871	28.862	91.344
	Femmes	31.704	1.130	32.834	27.802	22.488	2.081	5.852	1.676	59.899	92.733
	Total	93.707	1.609	95.316	27.802	39.075	3.263	16.074	2.547	88.761	184.077
Non-Qataris	Hommes	1.364.847	738	1.365.585	0	27.737	2.043	0	3.177	32.957	1.398.542
	Femmes	189.510	1.589	191.099	87.980	24.838	1.375	0	4.884	119.077	310.176
	Total	1.554.357	2.327	1.556.684	87.980	52.575	3.418	0	8.061	152.034	1.708.718
Total	Hommes	1.426.850	1.217	1.428.067	0	44.324	3.225	10.222	4.048	61.819	1.489.886
	Femmes	221.214	2.719	223.933	115.782	47.326	3.456	5.852	6.560	178.976	402.909
	Total	1.648.064	3.936	1.652.000	115.782	91.650	6.681	16.074	10.608	240.795	1.892.795

Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (octobre 2014)

Parmi les Qataris, 68,4 % des hommes sont actifs, contre 35,4 % des femmes.

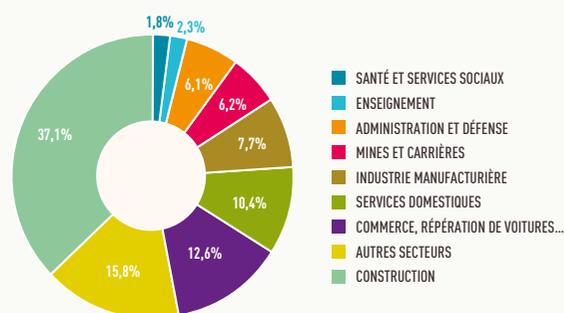
Les taux de chômage sont également assez différents : 3,4 % chez les femmes, contre 0,8 % chez les hommes.

Parmi les 64,6 % de femmes inactives, 46,4 % sont au foyer, alors que 37,5 % poursuivent des études. Les hommes inactifs, quant à eux, sont étudiants pour 57,5 % d'entre eux et retraités pour 35,4 %. En valeur absolue, le nombre d'étudiantes qatariennes est néanmoins plus important que celui d'étudiants.

Chez les étrangers, 97,6 % des hommes sont économiquement actifs, contre 61,6 % des femmes. Le chômage est quasi nul (0,1 % chez les hommes et 0,8 % chez les femmes). Du côté des inactifs, 84,2 % des hommes sont étudiants. 73,9 % des femmes sont au foyer et 20,9 % aux études.

Le secteur d'activité offrant le plus de postes de travail est sans conteste la construction (37,1 %), qui employait 42,3 % des hommes résidents au Qatar en 2012. Suivent le commerce (12,6 %) et les services domestiques (10,4 %), qui occupent plus de la moitié des femmes présentes sur le marché du travail (54,1 %).

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR EN 2012 (EN %)

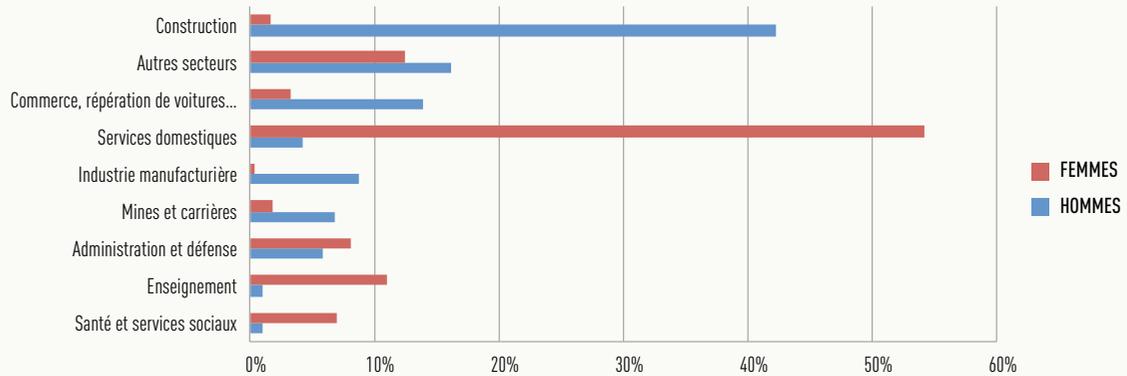


Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (octobre 2014)



© Ramamiaman, CC BY-SA 3.0

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR ET PAR SEXE EN 2012



Source : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques (octobre 2014)

VERS UNE ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Selon le Moniteur du Commerce international (MOCI), le Qatar doit s'attendre à une baisse drastique de la population après la Coupe du Monde 2022. Pour remplir les logements et faire fonctionner les infrastructures de transport, de sport, de santé, d'enseignement et de finance qui foisonneront dans le pays d'ici-là, « *le Qatar doit passer d'une société de cols bleus à une société de cols blancs capables de les gérer* ». Il ambitionne de devenir une économie de la connaissance en investissant dans l'éducation, la recherche et le développement.

Dans ce cadre, la Fondation du Qatar (pour l'éducation, les sciences et le développement communautaire), une organisation sans but lucratif, a vu le jour en 1995. Guidée par l'idée que la plus grande richesse d'un pays est son peuple, elle a créé l'Education City. Ce campus accueille des antennes de plusieurs écoles de renom : six universités américaines, le University College de Londres ainsi que HEC Paris. Le but est de bénéficier de ressources humaines de qualité et à plus long terme d'ouvrir des établissements académiques de label qatarien.

Pour connecter ces institutions à l'industrie, elle a lancé le Qatar Science & Technology Park (QSTP), un incubateur pour soutenir les start-ups. Son objectif est d'attirer les entrepreneurs du monde entier et de les inciter à développer et à commercialiser leurs technologies au Qatar. Parmi les premiers membres de QSTP figurent EADS, ExxonMobil, General Electric, Microsoft, Shell et Total.

Le budget 2014/2015 a consacré 7,22 milliards d'USD à l'éducation (+7,3 % par rapport au précédent), soit environ 12 % de l'enveloppe globale. Il prévoyait entre autres projets la construction de 85 nouvelles écoles et de 21 crèches ainsi que l'extension des infrastructures de la Fondation du Qatar.

« Le Qatar doit passer d'une société de cols bleus à une société de cols blancs capables de les gérer ».

MOCI
(octobre 2014)

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

2.2.1 COLLABORATION INTERNATIONALE

Le Qatar est actif sur la scène internationale au travers de plusieurs organisations. Il est membre de l'ONU et a ratifié les accords de l'OMC en 1995. Nous évoquons ci-après son appartenance au GCC, au GAFTA et à l'OPEP.

CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE (GCC)

Fondée en 1981, cette organisation régionale regroupe six pétromonarchies arabes ou musulmanes du golfe Persique : Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et le Qatar. Elle devait initialement coordonner les politiques de sécurité et de défense de ses adhérents face à l'Iran et à l'Irak. Son champ d'action a par la suite été étendu via un accord économique adopté en 2001. Les pays du GCC s'emploient à accroître le niveau d'intégration, notamment par l'instauration d'une union douanière, initiée en 2003. Il existe à présent un tarif extérieur commun aux membres du GCC. Les postes-frontière intérieurs sont encore en activité et chaque état garde son autonomie à travers sa propre administration douanière. La volonté future est de créer une union monétaire.

Le GCC a négocié deux accords de libre-échange, l'un avec Singapour, l'autre avec l'AELE (Association européenne de libre-échange, regroupant la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein et l'Islande).

Les relations économiques du Qatar avec l'Union européenne se tissent majoritairement au niveau du GCC. L'UE a noué des liens bilatéraux avec le GCC au moyen d'un accord de coopération conclu en 1988. Ce dernier vise à favoriser la collaboration politique, économique et technique dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, du commerce, des services, de

l'agriculture, de la pêche, des investissements, des sciences, des technologies et de l'environnement.

Dans cet accord de coopération, les deux parties s'engagent également à ouvrir des négociations sur un traité de libre-échange. Elles ont bien été entamées, puis suspendues à plusieurs reprises.

Le GCC représente le 5^e marché d'exportation de l'Union européenne, pour un montant de 95 milliards d'EUR en 2013. L'UE est son premier partenaire, avec des échanges atteignant 13 % du commerce total du GCC.

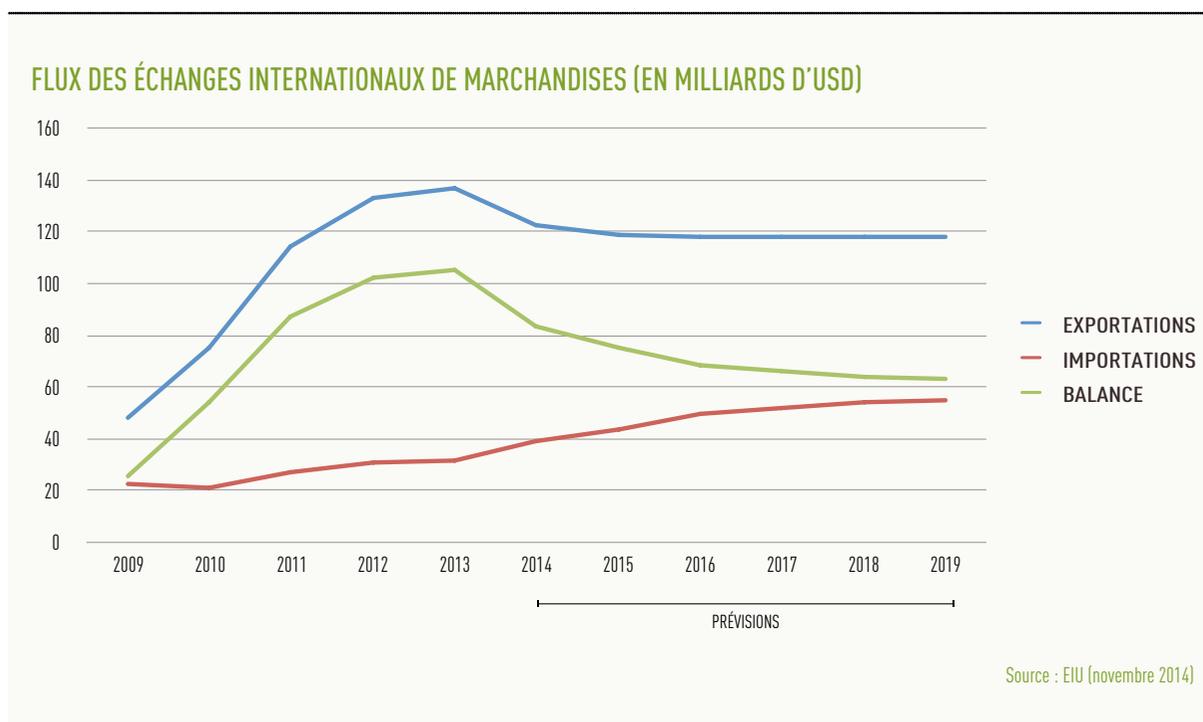
GREATER ARAB FREE TRADE AGREEMENT (GAFTA)

Le GAFTA est un pacte en vigueur depuis 2005, rassemblant 18 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord membres de la Ligue arabe, dont le Qatar. Il a instauré une zone de libre-échange arabe pour un marché de plus de 300 millions de personnes. Son but ultime est de réaliser une union économique entre ses états membres. L'accord GAFTA a déjà contribué à la suppression des droits d'importation sur les produits d'origine arabe, à l'exception de certains biens agricoles et textiles.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (OPEP)

L'OPEP est une organisation intergouvernementale qui vise à coordonner les politiques pétrolières de ses membres en matière de prix, de quotas, de droits de concessions... Douze pays issus de trois régions en font partie : les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Qatar (Moyen-Orient), la Libye, le Nigéria, l'Angola, l'Algérie (Afrique), le Venezuela et l'Équateur (Amérique du Sud). La production cumulée de ses différents membres représente 35 % de la production mondiale. L'OPEP constitue donc, à ce titre, un groupe de lobbying incontournable.

2.2.2 BALANCE COMMERCIALE



En 2013, les échanges commerciaux du Qatar ont affiché une progression de 2,9 %, attribuée tant aux exportations (+2,8 %) qu'aux importations (+3,6 %). La balance a dégagé un excédent record de 105 milliards d'USD, soit l'équivalent de plus de la moitié du PIB.

Les exportations ont presque triplé depuis 2007, dopées par les ventes de pétrole et de gaz naturel, tant en quantité qu'en valeur.

Au cours des prochaines années, l'EIU prévoit une stagnation des exportations, conjuguée à une augmentation des importations. L'excédent commercial devrait par conséquent se contracter, tout en restant à un niveau confortable (62 milliards d'USD en 2019, soit 20 % du PIB estimé).

La hausse des importations 2013 s'explique par la croissance des achats de matériel et de machines nécessaires aux travaux publics ainsi que d'équipements destinés au nouveau port de Doha. La tendance devrait perdurer dans les années à venir

grâce au lancement progressif de plusieurs vastes chantiers dans le cadre de la Coupe du Monde de football 2022 (métro, stades...)

Les exportations devraient quant à elles rester stables. Les quantités d'hydrocarbures vendues ne devraient pas évoluer suite au moratoire sur l'exploitation du gaz et au vieillissement des champs pétroliers, le facteur « prix » restant une inconnue.

EXPORTATIONS

Selon l'OMC, le Qatar serait le 33^e exportateur mondial pour les marchandises et le 55^e pour les services.

Le Japon est le premier client du Qatar. Ses achats se sont multipliés, en 2013, suite à l'accident de Fukushima et à l'arrêt des centrales nucléaires. Il devance largement la Corée du Sud et l'Inde. Au total, l'Asie absorbe plus de 80 % des exportations du pays.

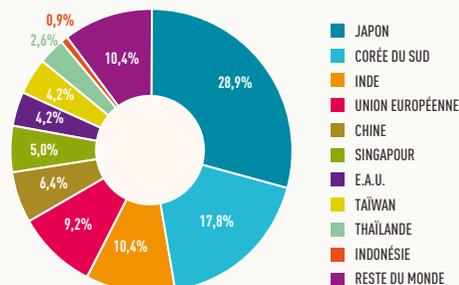
L'Union européenne se classe au pied du podium, avec 9,2 % des ventes de l'émirat. La Belgique est le 12^e client et représente 1,2 % des exportations qatariennes. A l'échelle de l'UE, notre pays est 4^e avec 13,3 % du total des importations européennes en provenance du Qatar, derrière le Royaume-Uni, l'Italie et la France.

Selon l'OMC, environ 7 % des ventes sont dirigées vers des états du GCC.

Les hydrocarbures dominent les exportations qatariennes. Ils ne représentaient pas moins de 87,7 % du total en 2013, soit 120 milliards d'USD en valeur. Parmi eux, le gaz se taille la part du lion avec 73 %, le pétrole, brut ou raffiné, s'octroyant 27 %.

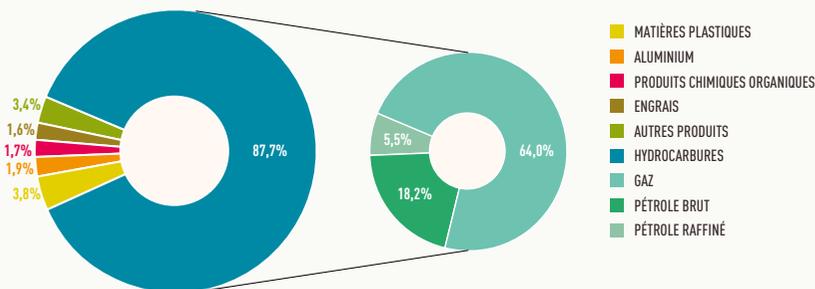
Parmi les autres secteurs, on peut souligner les ventes des matières plastiques, d'aluminium, de produits chimiques et d'engrais.

EXPORTATIONS 2013 PAR PAYS



Source : Intracen (novembre 2014)

EXPORTATIONS 2013 PAR PRODUIT



Source : Intracen (novembre 2014)

IMPORTATIONS

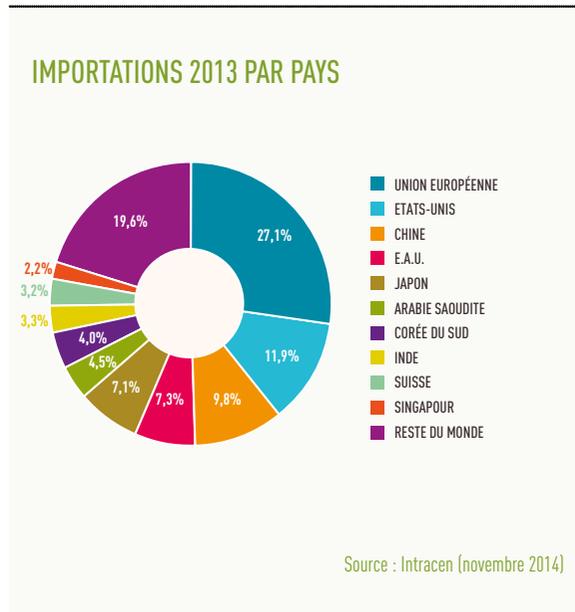
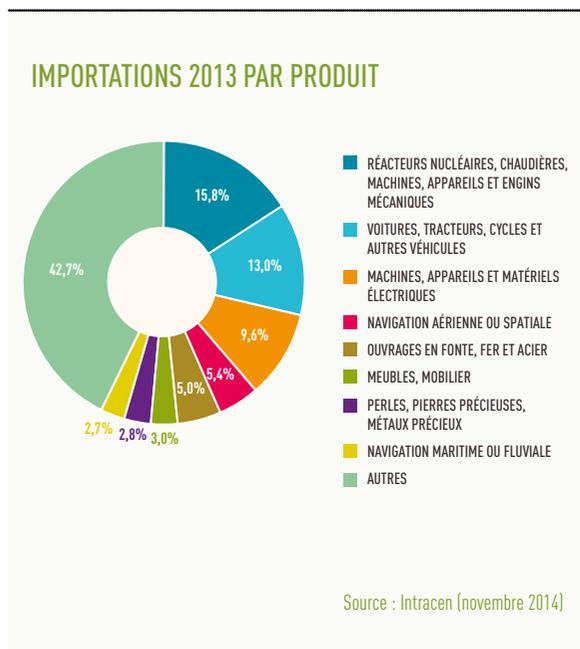
Les statistiques de l'OMC indiquent que le Qatar est le 64^e importateur mondial de marchandises et le 35^e de services.

Alors que le continent asiatique s'octroie une large majorité des exportations, l'Union européenne est le premier fournisseur du Qatar, avec une part de marché de 27,1 %. Elle est suivie par les Etats-Unis (11,9 %) et par la Chine (9,8 %), qui complètent le podium.

La Belgique occupe le 8^e rang au sein des états de l'UE (2,5 % du total). Elle est le 29^e fournisseur individuel du Qatar, à hauteur de 0,7 %.

15 % des produits proviennent des pays du GCC.

Le mix d'importation est largement plus diversifié que celle des exportations. La catégorie des réacteurs nucléaires, des chaudières et des appareils mécaniques le domine, représentant 15,8 % des achats qatariens en 2013. Suivent les véhicules terrestres, les machines et appareils électriques ainsi que le matériel de navigation aérienne ou spatiale.



2.2.3 RELATIONS AVEC LA BELGIQUE

Le Qatar est le 88^e client de la Belgique et son 35^e fournisseur (données 2013). Depuis la précédente mission économique belge au Qatar en 2007, les exportations ont grimpé en 2008, puis en 2009 jusqu'à 340 millions d'EUR, avant de diminuer à 159 millions en 2013.

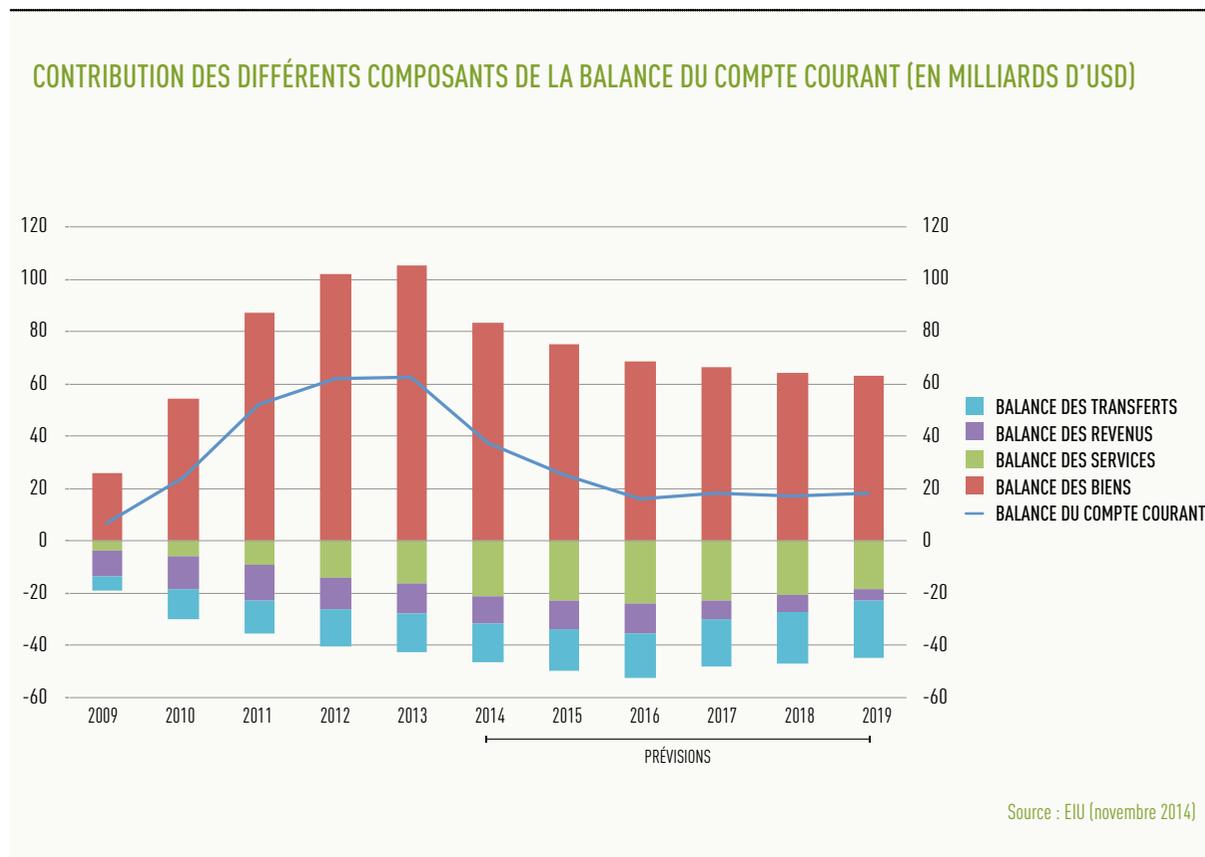
Les importations en provenance du Qatar, essentiellement de LNG, ont connu dernièrement un léger fléchissement.

Nos exportations phares, à savoir les produits pharmaceutiques, les machines et appareils et les articles en plastique, répondent aux besoins de diversification et de développement du Qatar.

La balance commerciale penche largement en faveur du Qatar. Elle avoisine actuellement le milliard d'EUR.

Le commerce extérieur du Qatar avec notre pays est analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec le Qatar » publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

2.2.4 BALANCE DU COMPTE COURANT



La balance du compte courant se définit comme le solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus.

Elle est historiquement positive. Les déficits enregistrés par les balances des services, des revenus et des transferts sont compensés par l'excédent structurel de la balance commerciale des biens. Elle a dépassé la barre des 60 milliards d'USD en 2012 et 2013, mais l'EIU prévoit un recul sous les 20 milliards dès 2016. En pourcentage du PIB, la balance représenterait 16,1 % en 2014 et descendrait jusqu'à 4,8 % en 2019. L'EIU attribue cette chute à celles des prix du pétrole et du gaz ainsi qu'aux niveaux de production stables. Par ailleurs, les versements des travailleurs étrangers vers leur pays d'origine et les services liés aux importations en croissance ont pour conséquence des

sorties de capitaux importantes pour la période de prévision 2015-2019.

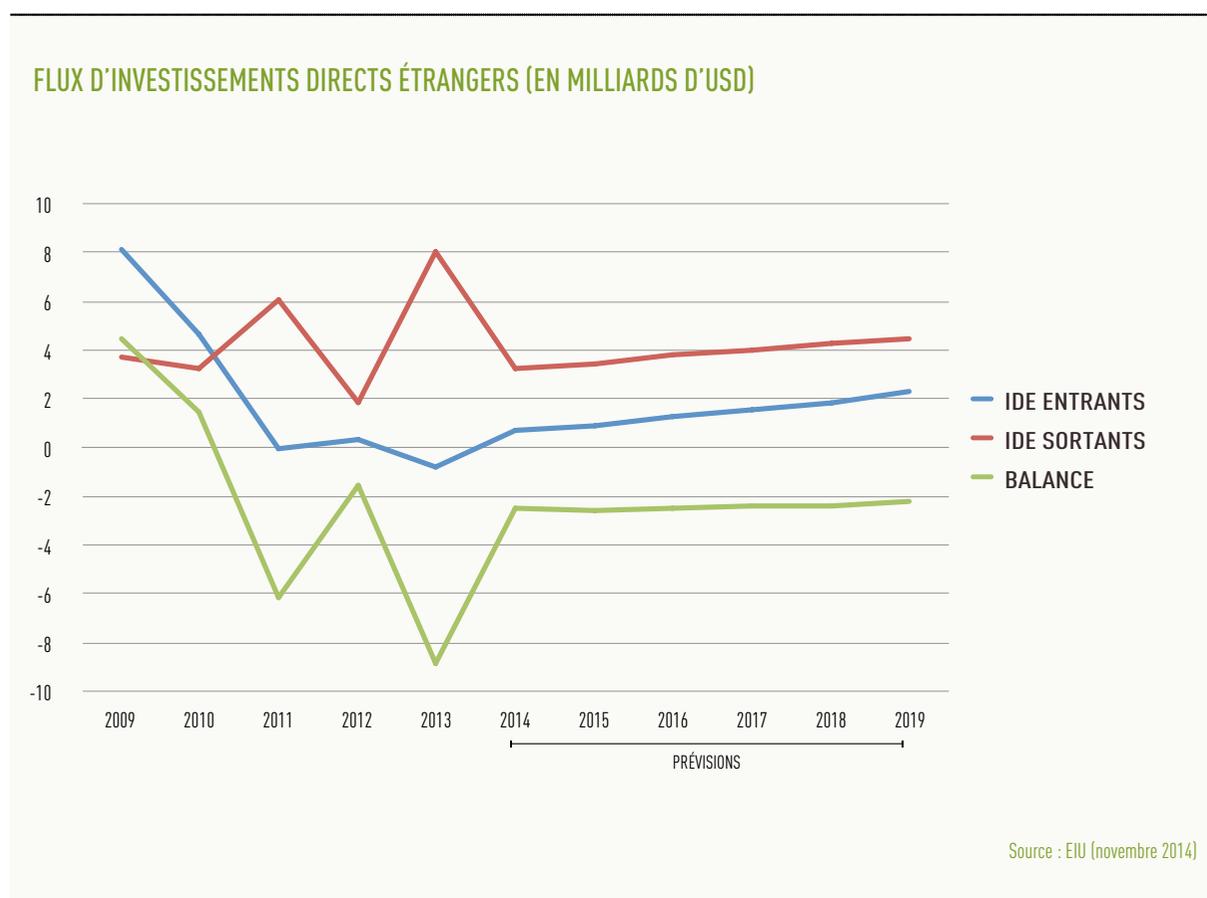


2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées

en deux groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

DES FLUX EN DENTS DE SCIE



Au cours de la dernière décennie, le Qatar a bénéficié de flux massifs d'IDE (2,9 milliards d'USD en moyenne par an). Le pic a été atteint en 2009 avec 8,1 milliards d'USD, soit 8,3 % du PIB.

Le stock d'IDE est ainsi passé de 2,2 milliards d'USD en 2001 (12,6 % du PIB) à 32 milliards d'USD en 2010 (25,5 % du PIB).

Ce niveau élevé d'IDE s'explique par les investissements conséquents réalisés par les acteurs majeurs du secteur des hydrocarbures (ExxonMobil, Shell, Total, Suez...), entre autres à Ras Laffan pour construire le plus vaste complexe gazier du monde.

En 2011, les IDE entrants ont connu une forte

baisse, mouvement déjà amorcé en 2010. Après une stagnation en 2012, ils ont à nouveau diminué en 2013. Ce recul est expliqué par deux facteurs : d'une part, l'achèvement des projets de liquéfaction et le moratoire sur l'exploration gazière décidé par les autorités qatariennes et, d'autre part, les rapatriements de dividendes des compagnies pétrolières.

En 2013, le stock d'IDE valait 31,3 milliards d'USD, soit 15,4 % du PIB. Les flux devraient connaître une reprise dans les années à venir et se diversifier, vers la pétrochimie où de vastes investissements de Shell sont programmés, ainsi que vers les secteurs hors hydrocarbures. En particulier, les projets d'infrastructures prévus pour la Coupe du Monde de football 2022 devraient générer des afflux massifs d'IDE vers le Qatar.

Parmi les pays du Golfe, le Qatar se classe à la 3^e place en termes d'investissements reçus entre 2002 et 2012, avec 8,7 % des flux, derrière l'Arabie saoudite (55,5 %) et les Emirats arabes unis (26,9 %).

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Le Qatar bénéficie d'un environnement réglementaire favorable à l'investissement étranger. Il est doté notamment d'un régime fiscal très attractif. Il se hisse à la 48^e marche du classement « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale (voir 2.4.2).

Différents incitants ont été mis en place par les autorités qatariennes pour attirer les capitaux étrangers :

- ◆ Exemption d'impôts jusqu'à 10 ans pour des projets initiés par des investisseurs étrangers
- ◆ Exemption d'impôts sur des bénéfices pendant les 5 premières années d'activité
- ◆ Exemption de l'impôt sur le revenu

- ◆ Exemption des taxes d'exportation
- ◆ Exonération des droits de douane à l'importation sur les machines, les équipements et les pièces
- ◆ Libre transfert des capitaux, des biens et des personnes
- ◆ Rapatriement à 100 % du capital et des bénéfices (pour les zones franches)
- ◆ Pas de précompte mobilier
- ◆ Souplesse pour l'octroi des permis de travail et d'immigration
- ◆ Mise à disposition de terrains et de bâtiments à prix/loyers attractifs
- ◆ Mise à disposition de zones industrielles équipées
- ◆ Mise à disposition d'énergie bon marché
- ◆ Assurance contre l'expropriation
- ◆ ...

Le Qatar dispose actuellement de 22 accords bilatéraux pour encourager l'investissement, signés avec notamment la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Italie, la Corée du Sud et la Turquie. Il a également ratifié des traités de double taxation avec une cinquantaine de pays.

Le 31 mars 2014, Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, a procédé avec le Ministre adjoint des Affaires étrangères du Qatar Mohammed Bin Abdullah Al Rumaihi et le représentant du Luxembourg à l'échange des instruments de ratification relatifs à l'accord bilatéral sur la protection et la promotion des investissements entre l'UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise) et le Qatar. Cet accord comprend notamment une clause sociale étendue, qui prévoit la possibilité de mener des

consultations bilatérales en matière de respect des normes sociales et environnementales.

LE SPONSOR QATARI OBLIGATOIRE

Conformément à la loi sur l'investissement étranger, les investisseurs étrangers doivent se limiter à une participation minoritaire de 49 % dans les sociétés de droit local. Ils sont obligés de s'associer à un sponsor qatarien, qui détendra une part majoritaire, d'au moins 51 %. Cette contrainte peut constituer un obstacle, qu'il est néanmoins nécessaire de nuancer.

Il existe deux exceptions à cette règle : les compagnies pétrolières, plus lourdement taxées, et les sociétés étrangères remportant des contrats publics ne requièrent pas de partenaire local.

Des régimes dérogatoires prévoient aussi la possibilité de conserver le contrôle intégral de l'entreprise pour certains secteurs, sur autorisation du Ministère de l'Economie et du Commerce. Certaines conditions doivent être remplies, comme l'exploitation optimale des matières premières nationales, le recours aux technologies nouvelles et l'encouragement de l'emploi des Qatariens. La liste des secteurs exempts de l'obligation de sponsor qatari s'est allongée en 2010 et comporte actuellement les domaines suivants :

- ◆ agriculture
- ◆ industrie
- ◆ santé
- ◆ éducation
- ◆ tourisme
- ◆ mise en valeur et exploitation des ressources naturelles, énergie et mines
- ◆ services de consultance

- ◆ services techniques
- ◆ services informatiques
- ◆ services culturels
- ◆ services sportifs
- ◆ services récréatifs
- ◆ services de distribution.

Dans la pratique, la règle du partenaire majoritaire est fréquemment contournée par des pactes d'actionnaires qui organisent le contrôle de l'entreprise et les dividendes. Cette solution est juridiquement fragile, les statuts prévalant sur l'arrangement en cas de litige.

Les autorités ont également instauré des zones franches, où il est permis d'être dispensé de partenaire qatarien : le Qatar Financial Centre pour les services financiers, l'Education City pour l'enseignement supérieur et le Qatar Scientific & Technology Park (QSTP) pour la recherche. Ces deux dernières émanent de la Fondation du Qatar (voir 2.1.6).

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREENDO



APPRÉCIATION DU RISQUE

Opérations d'exportation

Risque politique (1 à 7)

Court terme



Moyen/long terme



Affaires spéciales



Risque commercial (A à C)



Investissements directs (1 à 7)

Risques de guerre



Risques d'expropriation et de fait du prince



Risques de transfert



Source : www.credendogroup.com

Delcredere|Ducreire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour le Qatar s'avèrent très bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Qatar sont faibles. Ils sont de classe 1 à court terme, de classe 3 à moyen et long terme. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe A, soit le risque faible. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.250 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.500 millions d'EUR pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne com-

prend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Le Qatar obtient ici une très bonne cotation de 2 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Le Qatar reçoit une note de 3 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 3 sur 7, le Qatar se classe dans la catégorie des risques moyens.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.



2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- ◆ Selon le **Global Competitiveness Report 2014-2015** du Forum économique mondial, le Qatar occupe la 16^e place sur 144 pays classés en fonction de leur compétitivité, soit trois de moins que dans le précédent rapport. Il est le 2^e meilleur élève du Moyen-Orient après les Emirats arabes unis (12^e). La Belgique est quant à elle 18^e.

Le Qatar se situe dans le top 5 mondial pour trois des douze critères analysés. Il s'illustre principalement par la stabilité de son environnement macroéconomique (2^e rang mondial), la qualité de son cadre institutionnel (4^e) et l'efficacité de son marché des biens (4^e).

Les facteurs les plus problématiques pour y faire des affaires sont la formation de la main-d'oeuvre (cité par 15,3 % des répondants), la réglementation du travail (14,6 %) et l'accès au financement (12,8 %).

- ◆ Le **Global Enabling Trade Report 2014** du Forum économique mondial analyse les forces et les faiblesses de 138 états dans ce qu'ils sont en mesure de fournir aux acteurs économiques pour leur commerce international. Avec sa 19^e position, juste devant la Belgique, le Qatar est le 2^e pays du Moyen-Orient, derrière les Emirats arabes unis (16^e). Il se classe 10^e pour l'accès de son marché domestique et 4^e pour son environnement opérationnel (importations et exportations), seulement précédé par Hong Kong, Singapour et la Finlande.
- ◆ Dans le classement **Ease of Doing Business 2014** de la Banque mondiale, les pays sont évalués en fonction de la facilité d'y faire des affaires. Un rang élevé signale un environne-

ment réglementaire propice aux opérations commerciales. Le Qatar obtient la 48^e place sur 189 nations prises en compte, soit huit de moins qu'en 2013. La Belgique est quant à elle 36^e. Le rapport souligne une réforme instituée récemment : la simplification du paiement des taxes par l'élimination de certaines exigences au niveau de l'impôt des sociétés.

- ◆ **L'OCDE** évalue le risque pays (composé du risque de transfert et du risque de convertibilité) du Qatar à 3 sur une échelle allant jusqu'à 7.
- ◆ Selon l'**Index of Economic Freedom** de la Fondation Heritage, le Qatar occupe la 30^e place sur un total de 177 pays, avec un score de 71,2, dans la catégorie « mostly free ». A titre de comparaison, la Belgique se classe 35^e avec 69,9 dans la catégorie « moderately free ».
- ◆ Les **agences de notation** attribuent au Qatar pour sa dette souveraine les notes de :
 - AA (perspective stable) pour Standard & Poor's,
 - Aa2 (perspective stable) pour Moody's.







3

ANALYSE SECTORIELLE

3.1	CONSTRUCTION	44
3.2	HYDROCARBURES	50
	3.2.1 GAZ	52
	3.2.2 PÉTROLE	54
3.3.	CLEANTECH	56
	3.3.1 ENERGIE SOLAIRE	56
	3.3.2 EAU	58
	3.3.3 DÉCHETS	59
	3.3.4 POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	60
3.4	SANTÉ	61

3.1 CONSTRUCTION

UN SECTEUR QUI PREND DE LA HAUTEUR

Depuis quelques années, le secteur de la construction occupe une place croissante au Qatar. Afin de soutenir l'investissement intérieur et étranger, les autorités qatariennes ont lancé d'importants projets d'infrastructures.

La stratégie nationale QNV 2030 (voir 2.1) s'appuie sur plusieurs piliers, entre autres le développement humain et social. Les ambitions de ce plan requièrent des logements en suffisance, des réseaux de transport efficaces et des infrastructures publiques de qualité pour répondre aux besoins de l'éducation et de la santé.

Cette dynamique s'est marquée plus encore en 2010, lorsque le Qatar s'est vu confier l'organisation de la Coupe du Monde de football 2022. Une pléthore de nouveaux projets ont émergé. Les stades requis par la FIFA n'en constituent qu'une mince partie. Le Qatar veut devenir une vitrine mondiale pour le secteur de la construction.

DES CHIFFRES ÉDIFIANTS

En 2013, la construction a contribué au PIB qatarien à hauteur de 35 milliards de QAR (15,1 % de plus qu'en 2012), soit 4,8 %.

Elle occupe de très loin le premier rang des secteurs pourvoyeurs d'emploi, englobant 37 % de la population active. 83 % de ces travailleurs sont des ouvriers, alors que 17 % endossent le statut de cadres ou de spécialistes.

L'enregistrement des sociétés de construction a par ailleurs fortement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 8.791 en 2001 à 24.164 en 2012.

Entre 2001 et 2012, les dépenses de construction au Qatar sont estimées à près de 600 milliards

de QAR (165 milliards d'USD). Une ventilation par secteur indique que le gaz, le pétrole et les services publics en ont drainé 53 %, dominant largement les deux autres domaines : le bâtiment (28 %) et le transport (19 %).

Les investissements prévus pour la période 2013-2020 sont évalués à 657 milliards de QAR (180 milliards d'USD) et portent sur les trois mêmes secteurs, mais dans des proportions sensiblement différentes : le pétrole, le gaz et les services publics (26 %), les transports (37 %) et le bâtiment (37 %). Les économistes tablent également sur un intérêt de plus en plus marqué du secteur privé.

A lui seul, le budget qatarien de l'année fiscale 2014 (du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015) affiche un volume record de dépenses : 60 milliards d'USD (voir 2.1.5). Les infrastructures et le transport représentent le poste le plus important, avec une enveloppe de 20,76 milliards d'USD, soit un tiers du total et 22 % de plus que le budget précédent. Plus de 900 millions d'USD seront en outre consacrés à la construction de plus 6.000 nouveaux logements.

"Qatar plans to invest up to US\$220 billion in infrastructure over the next 8 years. This is in support of the Football World Cup in 2022 and its National Vision 2030. It is one of the most ambitious infrastructure programmes in the world."

UK Trade & Investment

"Doing business in Qatar: Qatar trade and export guide"
(date de publication: 28 octobre 2014)

DU RÔLE DE L'ASHGAL...

L'Ashgal, Direction des travaux publics du Qatar (www.ashghal.gov.qa/en), joue un rôle prépondérant dans le secteur depuis sa création en 2004. Elle est responsable de la planification, de la conception, des achats, de la construction, de la livraison et de la gestion pour tout projet d'infrastructure ou de bâtiment public.

Entre les exercices 2008/2009 et 2012/2013, l'Ashgal a attribué des marchés publics pour un montant de près de 26,5 milliards de QAR (7,2 milliards d'USD) pour des projets de construction et de gestion.

PROJETS DE L'ASHGAL ENTRE LES EXERCICES 2008/2009 ET 2012/2013

2008/2013	Nombre de projets	Montant (millions de QAR)	Part du montant total
Bâtiments	144	6.700	25 %
Drainage	40	8.400	32 %
Routes	84	8.300	31 %
Autoroutes	9	2.500	9 %
Exploitation et entretien du réseau routier	30	497	2 %
Total	307	26.397	

Source : Ashgal (2014)

L'Ashgal développe actuellement trois programmes majeurs :

- ◆ Expressway Programme

S'étendant sur sept ans (2010-2017), il vise à doter le Qatar d'un réseau autoroutier pour relier les principales villes entre elles. Plus de 900 kilomètres de nouvelles routes sont prévus. Une

dizaine de chantiers sont en cours de réalisation, pour une valeur totale de 16 milliards de QAR (4,4 milliards d'USD).

- ◆ Local Roads and Drainage Programme

Il a pour objectif de développer, améliorer et entretenir les réseaux routiers et de transport d'eau du pays. Plus de 200 projets seront mis en oeuvre dans les prochaines années. Son coût total est estimé à 50 millions de QAR (13,75 milliards d'USD).

- ◆ Inner Doha Re-sewerage Implementation Strategy (IDRIS)

Ce plan a pour ambition d'installer un vaste réseau d'égouttage pour la partie sud de Doha. Il s'étale sur une durée de huit ans (2012-2019). Son coût est estimé à 10 milliards de QAR (2,75 milliards d'USD).

... À CELUI DU BALLON ROND

Le Qatar a acquis une expérience conséquente dans l'organisation d'événements sportifs. Il a déjà accueilli la Coupe d'Asie des Nations, les Jeux arabes en 2011 et les championnats du monde de handball tout récemment en janvier 2015. Il compte également des manifestations récurrentes comme un tour cycliste, des tournois de tennis ATP et WTA et un grand prix de moto de renommées internationales. Il recevra prochainement les championnats du monde d'athlétisme en 2019 et, surtout, la Coupe du Monde de football en 2022. Enfin, il a porté sa candidature pour les Jeux olympiques en 2024.

Dans le cadre de sa préparation à l'accueil de la Coupe du Monde de football, le Qatar a consenti des investissements colossaux : 200 milliards d'USD, soit l'équivalent du PIB annuel du pays, un montant disproportionné par rapport aux budgets des coupes du monde précédentes.

Les stades de football sont loin d'être les seules infrastructures nécessaires à la tenue d'une telle

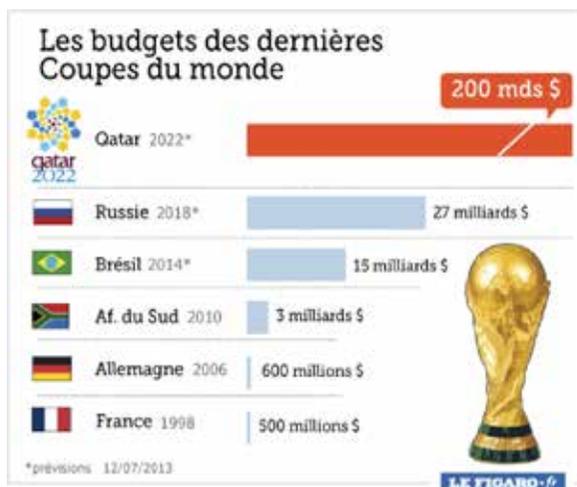


manifestation sportive : ils ne représentent que 4 % du budget total. 140 milliards devraient servir à construire routes, métros et aéroports. 20 milliards devraient être consacrés à l'érection d'une centaine d'hôtels. En plus des 32 équipes de football qualifiées, le Qatar devra transporter et accueillir 400.000 supporters et quatre millions de touristes en 2022.

Le chiffre d'affaires annuel généré par la Coupe du Monde de football 2022 est estimé entre 26,3 et 38,3 milliards de QAR pour le développement des infrastructures et entre 27 et 32,5 milliards de QAR pour leur entretien et leur exploitation .

“The budget reflects the government's real priorities, as it provides for large spending on infrastructure projects such as bridges, tunnels, public transport, the metro and roads as well as electricity, water and sanitation systems.”

BUDGETS DES DERNIÈRES COUPES DU MONDE (EN MILLIARDS D'USD)



Source : Le Figaro.fr

Abdul Aziz Al-Emadi
Ancien président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Qatar
(avril 2014)

QUELQUES PROJETS MAJEURS

Bâtiments

- ◆ Dans son dossier de candidature pour l'obtention de la Coupe du Monde 2022, le Qatar s'était engagé à construire huit stades de 45.000 places et un de 86.000 places ainsi qu'à moderniser et agrandir trois stades existants (20.000 à 25.000 places supplémentaires par implantation). Par ailleurs, le Qatar doit également bâtir 32 centres d'entraînement et autant d'infrastructures d'accueil pour les équipes participantes.

Le 20 avril 2014, le Qatar a introduit une demande pour diminuer le nombre de stades, invoquant sa taille restreinte. L'accord officiel de la FIFA a été obtenu, alors que la réponse officielle sera donnée en mars 2015. Cinq stades devraient finalement être construits et trois rénovés, ce qui réduirait le nombre global de 12 à 8.

Le stade d'Al-Wakrah (15 km au sud de Doha) est le premier dont le design a été dévoilé. Les travaux de construction ont démarré en mai 2014 et son inauguration est prévue pour 2018. De nombreux autres contrats ont déjà été attribués et la sélection des architectes et des entrepreneurs devrait s'accélérer début 2015.

"Today's launch of the Ras Bufontas Special Economic Zone project for technology and logistics sectors is an example of the government's efforts to support the private sector."

Abdullah ben Nasser ben Khalifa Al-Thani
Premier Ministre
(novembre 2014)

- ◆ Fin novembre, le Qatar a inauguré Ras Bufontas, la première des trois zones économiques spéciales (special economic zone ou SEZ) prévues. Celle-ci, située à côté de l'aéroport international d'Hamad, abrite des entreprises actives notamment dans la communication, l'IT, l'énergie, la logistique, la construction et le transport. Les deux autres zones seront Abu Nakhla et Um Alhoul. Elles ont pour vocation de stimuler la création d'entreprises et le secteur privé et de contribuer ainsi à la diversification de l'économie et au développement des PME dans le pays.
- ◆ Le projet Lusail Real Estate Development englobe la construction d'une nouvelle ville côtière au nord de Doha sur une superficie de 35 km² et qui aura une capacité d'accueil de 200.000 habitants. A terme, Lusail comprendra 18 districts, deux lagunes, deux marinas, un circuit de Formule 1, des parkings, des zones résidentielles, des stations balnéaires, des centres commerciaux, des magasins de luxe, des infrastructures sportives, des écoles et un hôpital. Lusail accueillera le match d'ouverture de la Coupe du Monde 2022.
- ◆ Qatar Entertainment City devrait voir le jour au cœur de Lusail et couvrir 180.000 m² dédiés à des activités de loisirs. Première en son genre dans la région, elle devrait abriter, entre autres, des hôtels, un parc à thème et un parc aquatique.
- ◆ Amphibious 1000 est un complexe hôtelier de luxe ultra-moderne. Ce projet futuriste regroupera une zone maritime de quatre hôtels semi-immergés comprenant de nombreuses suites avec des vues panoramiques sur les récifs artificiels sous-marins. Le coût de cette infrastructure insolite est estimé à 500 millions d'USD et sa construction devrait se clôturer pour 2022.
- ◆ L'un des plus vastes projets en cours de construction est celui de Pearl Island, un archipel d'îles artificielles à quelques kilomètres du centre-ville de Doha. Estimé à 10 milliards d'EUR et d'une capacité de 35.000 résidents, il comprendra des complexes touristiques, des ports de plaisance, des zones d'habitation et des centres commerciaux.

Transports

Le développement des réseaux de transport qatariens sera primordial dans les prochaines années. Ils devront être en mesure de déplacer les millions de touristes attendus au Qatar en 2022. A plus long terme, le peuple qatarien pourra également profiter de transports performants.

L'Ashgal est responsable du design et de la construction des autoroutes et routes principales. Son objectif est d'accroître la mobilité, en réduisant les temps de parcours et en assurant la sécurité des usagers. C'est cependant le réseau ferroviaire, actuellement inexistant, qui concentrera la majorité des investissements.

- ◆ Le métro de Doha devrait entrer en service en 2019. Il comptera 212 km de rail, répartis sur quatre lignes et jalonnés par 85 stations.

En 2013, il était considéré comme le plus vaste projet d'ingénierie civile en cours. Quatre contrats de plusieurs milliards, relatifs aux 130 premiers kilomètres de rail (dont 99 souterrains), ont été attribués en 2013 pour la conception et la construction des tunnels et des stations de la phase initiale, correspondant aux lignes rouge (qui reliera l'aéroport au centre-ville de Doha) et verte.

La nouvelle ville de Lusail devrait également être pourvue d'un système de métro léger (Light Rail Transit), qui sera connecté à celui de Doha.

Enfin, une ligne de transport de passagers et de marchandises, à grande vitesse et à longue distance, est prévue pour compléter le réseau ferroviaire qatarien. L'émirat totalisera 750 km de rail, sera jalonné par une centaine de stations et relié au GCC Railway Network.

- ◆ L'aéroport international d'Hamad (Hamad International Airport ou HIA) a ouvert ses portes en mai 2014 pour remplacer l'ancien aéroport international de Doha. Son coût global a dépassé les 15,5 milliards d'USD. D'une capacité de 25 millions de passagers annuels actuellement,

plusieurs phases d'extension futures lui permettront de la doubler d'ici 2020.

L'IATA (Association internationale du transport aérien) prévoit pour le Qatar une hausse du transport de fret aérien de 5,7 % par an à l'horizon 2018. Le HIA propose un terminal cargo d'une capacité de 750.000 tonnes par an, une zone de libre-échange et un parc d'affaires.

Il sert de base à une dizaine de compagnies aériennes, dont Qatar Airways, la compagnie aérienne nationale du Qatar. Classée 5 étoiles selon Skytrax, organisme indépendant, elle a été élue meilleure compagnie aérienne du monde en 2012 et 2^e en 2013 et 2014.

- ◆ Le projet « New Port », estimé à 27 milliards de QAR (7,4 milliards d'USD), comprend la construction d'un port au sud de Doha, entre Al-Wakrah et Mesaeed, pour répondre aux besoins commerciaux croissants du Qatar pour 2030 et au développement futur du pays. Il servira également de nouvelle base pour les forces navales qataries.

Il sera conçu en plusieurs phases et intégrera, d'ici 2020, trois terminaux, d'une capacité globale de transbordement annuelle de plus de 6 millions de conteneurs ainsi qu'une gare de chemin de fer.

- ◆ Le projet « Sharq Crossing » (ou Doha Bay Crossing) comprend trois ponts emblématiques qui seront interconnectés grâce à des tunnels immergés dans les eaux de la baie de Doha. Evalué à 5 milliards d'USD, il devrait aboutir en 2020.
- ◆ Le chantier du Qatar-Bahrein Causeway, également appelé Pont de l'Amitié, a été retardé à plusieurs reprises. Son ouverture est programmée pour 2022. Composé d'une alternance de ponts suspendus et de digues sur une longueur de 40 km, l'ouvrage supportera deux connexions, l'une ferroviaire et l'autre routière. Elle constituera une extension naturelle de la chaussée du Roi Fahd qui relie déjà Bahreïn à l'Arabie saoudite.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Exploitation et maintenance des bâtiments
- ◆ Dragage
- ◆ Construction d'infrastructures sportives
- ◆ Construction d'hôtels
- ◆ Construction de logements
- ◆ Expertise du rail
- ◆ Architecture
- ◆ Equipements de sécurité
- ◆ Expertise MEP (mécanique, électricité, plomberie)
- ◆ ...

3.2 HYDROCARBURES

Le pétrole et le gaz sont les moteurs de l'économie qatarienne. Ces ressources représentaient conjointement près de 90% des exportations (voir 2.2.2), 54 % du PIB (voir 2.2.1) ainsi que 60 % des recettes budgétaires sur les cinq dernières années.

Le Qatar est le 3^e pays producteur d'hydrocarbures (pétrole et gaz) du Moyen-Orient avec 4,8 millions de barils/jour d'équivalent pétrole (BEP) en 2012, derrière l'Arabie saoudite (13,4 millions de BEP/jour) et l'Iran (6,6 millions de BEP/jour). Par habitant, le Qatar offre la production la plus importante avec 2,6 BEP/habitant, très loin devant le Koweït, second.

Ces chiffres témoignent de la richesse du pays, mais également de son indéniable dépendance aux hydrocarbures. Par ailleurs, les possibilités d'investissement pour les entreprises étrangères sont nombreuses.

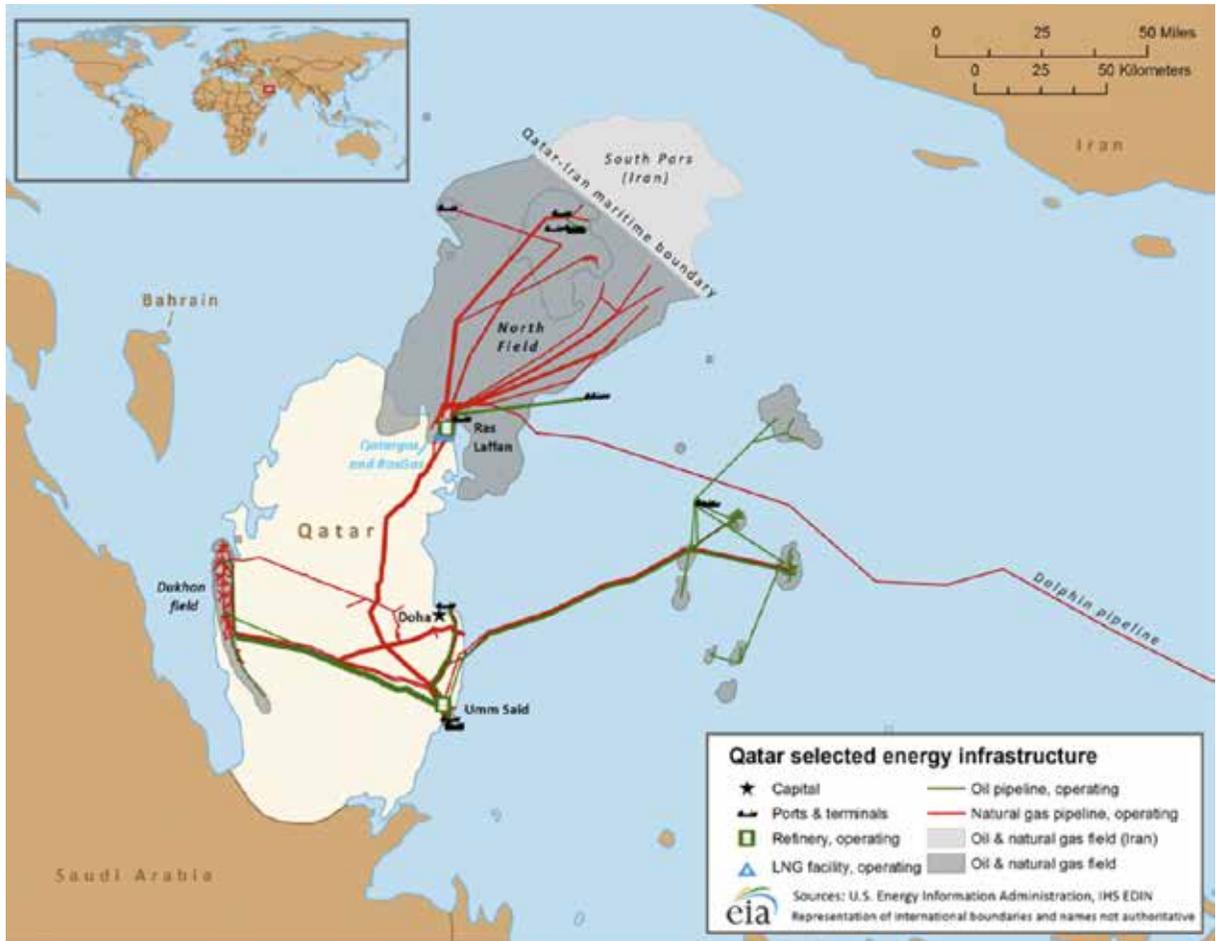
Qatar Petroleum (QP) est une entreprise publique, compagnie pétrolière nationale du Qatar. Elle contrôle toutes les opérations du secteur de l'exploration à la vente, en passant par la production, le raffinage, le transport, le stockage et le marketing. En plus du pétrole brut et du gaz naturel, QP inclut également les condensats de gaz, le gaz naturel liquéfié (LNG), les produits GTL, les produits raffinés, la pétrochimie et les fertilisants.

Son dirigeant actuel, Mohammed Saleh Al-Sada, est aussi le ministre qatari de l'Énergie et de l'Industrie (www.mei.gov.qa). QP est le troisième groupe pétrolier mondial en termes de réserves cumulées de pétrole et de gaz. Il compte plusieurs filiales, dont les entreprises suivantes :

- ◆ Qatar Petrochemical Company (QAPCO)
- ◆ Qatar Fertiliser Company (QAFCO)
- ◆ Qatar Vinyl Company (QVCb)

- ◆ Qatargas
- ◆ RasGas
- ◆ Qatar Chemical Company
- ◆ Industries Qatar QSC
- ◆ Qatar Petroleum International
- ◆ Qatar Chemical Company Limited
- ◆ Gulf International Services
- ◆ Qatar Intermediate Industries
- ◆ ...

INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES DU QATAR



Source : U.S. Energy Information Administration

3.2.1 GAZ

EXPLORATION ET PRODUCTION

Le Qatar dispose de la 3^e réserve de gaz de la planète, derrière la Russie et l'Iran. Elle s'élève à 24.681 bcm (milliards de m³), soit 13,4 % du total mondial. Cette réserve représente 156 années de production au rythme actuel.

Le North Field, découvert en 1971 par Shell, est le premier gisement de gaz naturel au monde. Il est situé entre les eaux territoriales du Qatar et de l'Iran, qui se le partagent. Il abrite actuellement 99 % des réserves gazières du Qatar. En 2010, les autorités du pays ont décidé d'un moratoire sur l'exploration et l'exploitation du North Field jusqu'en 2015 au moins, afin d'optimiser la production du champ sur le long terme. Des opportunités demeurent néanmoins sur la maintenance et l'entretien des infrastructures existantes.

Selon les derniers chiffres de l'IEA (Agence Internationale de l'Energie), le Qatar était en 2013 le 3^e producteur de gaz naturel, avec 161 bcm ou milliards de m³ (contre 157 en 2012), soit 4,6 % du total mondial, loin derrière les Etats-Unis (689 bcm) et la Russie (671 bcm), mais juste devant l'Iran (159 bcm). Grâce aux investissements massifs consentis dans les années 1990, le Qatar a multiplié sa production par six en douze ans (27 bcm en 2001). Elle a augmenté annuellement de 15,4 % entre 2009 et 2013.

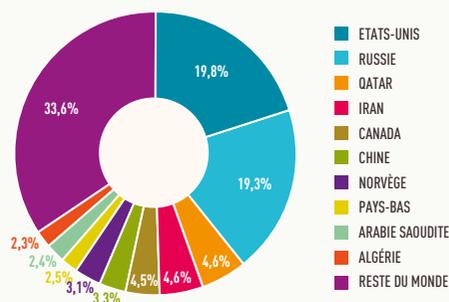
En raison du moratoire sur le North Field, le Qatar ne devrait pas enregistrer de hausse majeure de sa production dans les années à venir. Le projet du complexe gazier Barzan, dernier approuvé avant l'interruption, fait figure d'exception. Evaluée à 10,3 milliards d'USD, sa construction a démarré en 2011 et ses infrastructures devraient entrer en service début 2015. Le vaste complexe comprend des développements offshore et onshore, entre autres une unité de traitement du gaz, une unité de récupération du soufre et une unité d'extraction de gaz naturel liquéfié. La capacité de production devrait avoisiner 1,4 milliard de pieds cubes ou 39,6 millions de m³/jour de gaz naturel. Elle est destinée à alimenter l'industrie pétrochimique et la génération d'électricité.

En 2013, 52,6 % de la production gazière du Qatar a été consacrée aux exportations de LNG. 11,7 % du gaz naturel a été transporté par gazoduc vers les Emirats arabes unis et vers Oman. Le solde a été utilisé pour la consommation domestique ou a été raffiné.

CONSOMMATION ET RAFFINAGE

La consommation domestique de gaz naturel a presque triplé entre 2003 et 2012, où elle atteignait 36,8 millions de m³/jour, soit 30 % de plus qu'en 2011. Les ménages utilisent cette ressource pour la cuisson, mais ce sont la production d'électricité et le dessalement de l'eau qui représentent la majorité de ce volume. Le gaz

PRODUCTION MONDIALE DE GAZ NATUREL PAR PAYS (2013)



Source : IEA (2014)

"It's therefore likely that Qatar will continue extracting gas well into the 22nd century".

Qatar National Bank
(septembre 2014)

destiné à la consommation domestique est vendu à des prix largement subsidiés : 1 à 1,5 USD/million de btu (british thermal units).

Le gaz naturel est également raffiné ou utilisé comme matière première pour la pétrochimie. Le Qatar est à l'avant-garde de la technologie GTL (gas-to-liquids). Elle utilise un processus de raffinage transformant le gaz naturel sec en carburants liquides comme du diesel à basse teneur en soufre et du naphte. Le gouvernement avait initialement prévu de doter le pays d'une capacité de raffinage de 400.000 barils par jour (soit environ 64.000 m³/jour). L'objectif a été revu à la baisse suite à plusieurs retards et rétractations.

Bien que de nombreux projets soient en cours de développement dans le monde, seuls deux autres pays disposent d'infrastructures GTL : la Malaise et l'Afrique du Sud. Le Qatar compte quant à lui deux usines.

- ◆ Oryx GTL est détenue à 51 % par QP et à 49 % par l'exploitant, Sasol-Chevron GTL. Elle est basée à Ras Laffan Industrial City. A pleine capacité, elle utilise 9,3 millions de m³/jour de gaz naturel du gisement d'Al Khaleej pour préparer 30.000 barils/jour de produits GTL. Une extension à 100.000 barils est envisagée en cas de levée du moratoire.
- ◆ Le projet Pearl GTL est possédé à 51 % par QP et à 49 % par l'exploitant, Shell. Il utilise quoti-

diennement 45,3 millions de m³ de gaz naturel pour extraire 140.000 barils de produits GTL et 120.000 barils de liquides dérivés et de LPG. Il s'agit de la plus vaste installation du genre au monde et la première intégrée, c'est-à-dire que sa production du gaz naturel en amont est combinée à une usine de conversion en aval.

EXPORTATIONS

Le gaz se taille la part du lion au sein des hydrocarbures. Il représente 64 % des exportations totales du pays (voir 2.2.2).

Le Qatar est le 2^e exportateur mondial de gaz, dans un classement emmené par la Russie (203 bcm). Il a vendu 121 bcm à l'étranger en 2013, devançant la Norvège (103 bcm) et le Canada (54 bcm).

11,7 % du gaz naturel extrait est destiné à deux États voisins : Oman et les Emirats arabes unis. Le projet Dolphin Gas, dont est membre QP, vise à connecter les gazoducs des trois pays concernés par ces échanges. Doté d'une capacité de 56,6 millions de m³/jour, le réseau a transporté 53,8 millions de m³/jour en 2012. Les Emirats arabes unis en ont reçu quotidiennement 48,1 millions de m³, contre 5,7 millions de m³ pour Oman. La société Dolphin Energy Limited, qui exploite le pipeline, prévoit d'étendre sa capacité à 90,6 millions de m³ en 2015.





Depuis 2006, le Qatar est en outre le premier exportateur mondial de LNG. 52,6 % de la production gazière y a été dédiée en 2013. La capacité d'exportation du LNG du Qatar est la plus vaste au monde, avec 77 millions de tonnes par an, partagée entre Qatargas (42 millions de tonnes par an) et Ras Gas (35 millions de tonnes par an).

Selon Qatar Petroleum, les exportations se sont élevées à 76 millions de tonnes en 2012, soit 32 % du commerce international de LNG. Sa situation géographique privilégiée, à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie, et ses infrastructures de transport lui permettent de tirer profit des opportunités du marché mondial. 63 % des volumes exportés étaient destinés à l'Asie en 2012 et 30 % au continent européen.

La plupart de ces ventes se réalisent au moyen de contrats à long terme, à des prix indexés sur le cours du pétrole. Depuis quelques années, le pays a néanmoins lancé la commercialisation de son LNG par le biais de contrats à court terme (moins de cinq ans) et également sur le marché spot. Ce dernier représente actuellement un tiers du marché mondial de LNG et pourrait asseoir davantage son importance avec le développement de la production attendu. Le Qatar a bénéficié en 2012 et 2013 de prix élevés en Asie, particulièrement au Japon (16 USD/million de btu contre 11 USD/million de btu en Europe en 2012).

Jusqu'en 2015, le marché du LNG devrait se caractériser par une offre sensiblement inférieure à la demande, maintenant les prix à un niveau élevé au bénéfice du Qatar. Ensuite, entre 2015 et 2020, plusieurs projets australiens devraient arriver en production et créer de la concurrence pour subvenir aux besoins asiatiques. Aujourd'hui cependant, plus de 90 % des volumes de LNG qatariens sont déjà réservés en vertu de SPA (supply purchase arrangements) entre 2014 et 2020.

3.2.2 PÉTROLE

EXPLORATION ET PRODUCTION

Le Qatar est membre de l'OPEP depuis 1961. Ses réserves de pétrole brut sont estimées à 25,2 milliards de barils, soit les 9^e parmi les pays de l'OPEP et les 13^e au monde.

Trois gisements représentent conjointement plus de 85 % de sa capacité de production de pétrole brut : Al-Shaheen, Dukhan et Idd Al-Shargi.

La production pétrolière a atteint une moyenne de 1,8 million de barils/jour en 2013 selon Qatar Petroleum, une diminution par rapport aux chiffres de 2012 (1,6 million), mais le double d'il y a dix ans (900.000 barils/jour en 2003).

Ce volume agrège le pétrole brut, à raison d'environ 730.000 barils/jour, ainsi que les différents liquides dérivés du gaz naturel (tels que les condensats de gaz, le gaz pétrole liquéfié LPG, le gaz naturel liquéfié LNG...) à raison d'environ 1,1 million de barils/jour. Ces deux classes de produits connaissent actuellement des évolutions divergentes.

La production d'or noir brut qatarienne est en déclin, sachant qu'elle était de 836.900 barils/jour cinq ans auparavant, en 2008. QP prévoit d'injecter 6,6 milliards d'USD dans le redéploiement et l'amélioration des techniques d'exploitation des champs pétroliers offshore et onshore. Ces investissements devraient contribuer à la stabilisation de la production à partir de 2015 et à sa relance dans les années suivantes. La QNB (Qatar National Bank) s'attend à une augmentation à 800.000 barils/jour d'ici 2017.

Les liquides issus du gaz ont par contre le vent en poupe. Leur production, qui n'atteignait que 500.000



barils/jour en 2008, a suivi la croissance de l'exploitation gazière. En 2012, leur volume a dépassé celui de pétrole brut pour la première fois dans l'histoire du pays. Le succès du gaz naturel devrait perdurer et assurer la croissance de la production de liquides pétroliers non bruts. Selon les estimations de la QNB, les seuls condensats de gaz devraient grimper à 800.000 barils/jour en 2015 et approcher le million en 2016. Leurs réserves s'élèvent à 22 milliards de barils.

CONSOMMATION ET RAFFINAGE

La consommation pétrolière au Qatar a été multipliée par 2,5 entre 2003 (72.000 barils/jour) et 2012 (189.700 barils/jour).

Le Qatar dispose de deux raffineries dont la capacité dépasse largement la demande domestique de produits pétroliers, permettant au pays d'en exporter la majorité. Elles sont localisées près de deux des terminaux d'exportation : l'une à Umm Said, l'autre à Ras Laffan. Cette dernière devrait voir doubler sa capacité afin de pouvoir traiter plus de condensats émanant des champs gaziers d'ici 2016.

EXPORTATION

Le Qatar exporte la majeure partie de son pétrole brut et de ses produits pétroliers, la demande énergétique nationale étant satisfaite par le gaz naturel.

L'or noir quitte le pays depuis trois terminaux : Umm Said (Mesaieed), Halul Island et Ras Laffan. Le réseau d'oléoducs marins de QP achemine le pétrole brut depuis les gisements offshore vers l'île de Halul, où il peut être traité pour l'exporta-

tion. Sur la terre ferme, la plus grande partie du pétrole est envoyé au terminal Umm Said pour être raffiné ou exporté.

Le Qatar reste le second plus petit exportateur de l'OPEP, devançant seulement l'Equateur. En 2013, il a vendu 599.000 barils/jour de brut et 511.000 barils/jour de produits raffinés. Ces exportations étaient destinées à l'Asie et aux pays du Pacifique.

Le repli important des cours internationaux observé depuis la mi-juin 2014 constitue une menace pour le secteur pétrolier mondial. L'effet sur le Qatar est néanmoins limité, ses ventes d'hydrocarbures étant surtout du gaz. Les prévisions budgétaires 2014/2015 s'étaient basées sur un prix du baril à 65 USD, alors que ce dernier était descendu sous la barre de 50 USD en janvier 2015.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Raffinage
- ◆ Exploration
- ◆ Exploitation du pétrole et du gaz
- ◆ Maintenance et entretien des infrastructures
- ◆ Technologie GTL
- ◆ Pétrochimie
- ◆ ...

3.3 CLEANTECH

Le Qatar ambitionne de se doter d'une croissance économique en accord avec la protection de l'environnement et le développement durable, comme l'atteste la QNV 2030. L'article 33 de la Constitution indique que « *l'Etat œuvre pour la protection de l'environnement et de son équilibre naturel afin d'assurer un développement global et durable pour les générations futures* ».

Les Qataris prennent conscience de la vulnérabilité de leur pays, en ce qui concerne l'approvisionnement en biens de première nécessité comme l'eau potable et les denrées alimentaires. Les autorités se soucient également des conséquences à long terme des activités industrielles sur l'environnement et de la dépendance indéniable de l'émirat aux ressources fossiles. Plusieurs projets sont envisagés dans les domaines des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau et des déchets et de la pollution.

Outre le Ministère de l'Énergie et de l'Industrie, différents acteurs œuvrent conjointement à la résolution de cette problématique :

- ◆ l'Ashghal, l'autorité nationale des travaux publics, responsable en outre du traitement des eaux (www.ashghal.gov.qa/en)
- ◆ Kahramaa (Qatar General Electricity & Water

Corporation), entreprise publique détenant le monopole de la distribution d'eau et d'électricité et responsable de la supervision du secteur (www.km.com.qa).

- ◆ les producteurs privés indépendants d'eau et d'électricité (IWPP ou Independent Water and Power Plant), dont la Qatar Electricity and Water Company (www.qewc.com), qui fonctionnent souvent en joint-venture avec des entreprises étrangères
- ◆ le Ministère de l'Environnement (www.moe.gov.qa)
- ◆ le Ministère des Villes et de la Planification urbaine (www.baladiya.gov.qa).

3.3.1 ENERGIE SOLAIRE

Corollaire à sa croissance économique fulgurante, le Qatar a enregistré une hausse de la demande énergétique domestique. Entre 2000 et 2012, la consommation d'électricité est passée de 8 à 20,5 GWh. En septembre 2014, Kahramaa a noté une hausse de 12 % de la demande au cours des 12 derniers mois.

Le Qatar continue à augmenter sa capacité de production électrique, qu'il veut faire passer de 8,3 GW en 2012 à 15 GW en 2015. 8 milliards d'USD ont déjà été investis pour étendre les réseaux de transmission et distribution. 4,1 milliards d'USD



"Kahramaa's primary goal is to make renewable energy power generation and electrification in Qatar feasible as well as profitable. We want to produce more clean energy to save burning natural gas in power plants, which we can sell at higher prices globally."

Essa bin Hilal Al Kuwari

Président de Kahramaa

(4th Annual Qatar Alternative Energy Investors Summit, mars 2013)

additionnels étaient prévus entre 2012 et 2015 pour des projets liés à l'électricité (et à l'eau).

La capacité de génération électrique actuelle utilise la combustion du gaz naturel. La stratégie de développement QNV 2030 vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

Le Qatar se tourne donc vers la promotion des énergies renouvelables, animé d'un triple objectif :

- ◆ économique, afin d'obtenir une énergie à moindre coût et réserver un maximum la production de gaz à l'exportation, en raison de son prix élevé sur les marchés internationaux
- ◆ écologique, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et être en phase avec les conclusions de la conférence des Nations Unies sur le réchauffement climatique qui s'était tenue à Doha en 2012
- ◆ diplomatique, pour être un exemple sur un thème important pour la communauté internationale et pour le secteur de la construction durable notamment. Le pays s'était engagé dans son dossier de candidature à organiser une Coupe du Monde 2022 « zéro carbone ».

Le vecteur solaire est celui qui présente le potentiel le plus marqué parmi la catégorie des énergies renouvelables, les autres se révélant peu applicables au Qatar. Malgré quelques difficultés techniques dues à la poussière et à l'humidité de l'air, il bénéficie de conditions favorables : un ensoleillement abondant, de faibles précipitations, un territoire plat et des terres inutilisées.

Fin 2012, au cours de la 18^e conférence des Nations Unies sur le climat à Doha, les autorités du pays se sont engagées à satisfaire 20 % de la demande énergétique nationale grâce au solaire d'ici 2030. Elles ambitionnent à cet effet de doter l'émirat d'une capacité de production d'énergie solaire de 200 MW d'ici 2020.

La première centrale pilote de Kahramaa devrait entrer en service en 2016. Les contrats de construction seront attribués au cours du pre-

mier trimestre 2015. Sa capacité de génération atteindra 10 à 15 MW. Elle sera située à Duhail et s'étendra sur une zone de 100.000 m². Deux millions de m² supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif et 60 sites devront être identifiés dans le pays.

L'investissement dans le secteur devrait encore s'accélérer dans les prochaines années. Le gouvernement souhaite ainsi que 80 % du dessalement d'eau de mer, très énergivore, soit effectué par un recours au solaire. Parmi les nombreux projets de construction (voir 3.1) en vogue au Qatar, plusieurs intègrent la technologie solaire.

- ◆ Les stades de football, à construire ou à rénover, devraient être alimentés par l'énergie solaire, si les difficultés techniques n'entravent pas la réalisation des travaux nécessaires. L'électricité pour la climatisation sera générée grâce à des panneaux photovoltaïques et des collecteurs de chaleur solaire installés sur les toits et les murs extérieurs des stades. Des ingénieurs de l'Université du Qatar ont également imaginé un nuage artificiel (solar powered gas-filled cloud) qui protégerait les spectateurs et les athlètes du soleil.
- ◆ Qatar Rail a annoncé que le métro de Doha, le métro léger de Lusail ainsi que le réseau ferroviaire seront partiellement alimentés par l'énergie solaire.
- ◆ Dans le cadre de la modernisation de l'ancien quartier commerçant de la capitale sous le projet « Msheireb Downtown Doha » (5,5 milliards d'USD), il est prévu l'installation de 5.200 panneaux. Ceux-ci fourniront de l'électricité et de l'eau chaude à une partie des résidents. Le projet se targue d'être le premier au monde à proposer la régénération urbaine durable du centre d'une grande ville.

Des opportunités d'investissement existent également dans le secteur de la R&D. La Fondation du Qatar a désigné l'énergie solaire comme l'un des domaines prioritaires à financer.

3.3.2 EAU

L'or bleu est une denrée rare au Qatar. Les ressources d'eau douce sont presque inexistantes, le pays ne comptant ni lacs, ni rivières.

Le problème prend une ampleur croissante à cause de l'augmentation de la demande (+8,9 % en 2012), elle-même due à l'évolution démographique et au niveau de consommation parmi les plus élevés de la planète (500 l/jour/habitant contre 230 en moyenne dans le monde).

Le secteur agricole, bien que de taille réduite, est un important consommateur d'eau, de par la rigueur du climat. Les méthodes d'irrigation, principalement par immersion, manquent d'efficacité.

Le réseau de canalisations de qualité médiocre compte de nombreuses fuites, qui engendrent le double de la perte habituelle, soit jusqu'à 35 % de l'eau distribuée au lieu de 16 % en moyenne selon les normes internationales.

Pour enrayer ce fléau, les autorités ont lancé une campagne de sensibilisation à l'économie des ressources avec l'objectif de diminuer en cinq ans la consommation d'eau par habitant de 35 %.

Le dessalement, le drainage, le traitement des eaux usées et le stockage constituent des défis pour le secteur.

DESSALEMENT

Le recours à l'eau de mer dessalée a été multiplié par 3,5 depuis 1995, atteignant 430 millions de m³ en 2012. Le Qatar en dépend à concurrence de 99 % pour son approvisionnement en eau potable.

Le Qatar produit aujourd'hui 1,1 million de m³ d'eau par jour par le biais de sept unités de dessalement combinées à des centrales électriques. La capacité maximale totale s'élève à 1,48 mil-

lion de m³/jour. Quatre de ses unités sont détenues par la société Qatar Electricity and Water Company (QEWC) dans le complexe de Ras Abu Fontes. Trois sont implantées à Ras Laffan et sont exploitées par QEWC et des partenaires privés étrangers sous forme de joint-venture. Par ailleurs, la salinité élevée, de 40 à 70g/l, engendre des coûts supplémentaires pour dessaler.

De nouveaux investissements dans le secteur sont prévus pour répondre aux besoins croissants en eau potable. A long terme, le pays nécessitera 3,5 millions de m³ d'eau par jour.

- ◆ Un nouveau projet de centrale électrique à cycle combiné et production par dessalement thermique d'une capacité d'au moins 2.000 MW et 545.000 m³/jour a été lancé et confié à un opérateur privé, Ras Laffan Facility D (un IWPP).
- ◆ Une extension des infrastructures de Ras Laffan est également au programme, avec la construction d'une unité de dessalement utilisant l'osmose inverse, pour la production d'eau déminéralisée à destination de l'industrie pétrochimique. Cette technologie devrait être privilégiée à l'avenir.
- ◆ Les autorités veulent encourager l'alimentation par énergie solaire. Kahramaa a construit une centrale pilote, DohaSol, de 10 MW utilisant l'osmose inverse en partenariat avec le Qatar Environment & Energy Research Institute (QEERI) de la Fondation du Qatar. Elle devrait ensuite développer d'autres unités de production, afin d'arriver à une génération électrique de 200 MW (voir 3.3.1).

DRAINAGE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Le Qatar accuse un retard important en matière de drainage et de traitement des eaux usées.

Plus de la moitié de celles-ci sont perdues à cause de fuites ou de l'absence de réseau de col-



lecte. Seul le solde peut être traité, mais la capacité de recyclage est limitée et l'eau purifiée est peu utilisée par manque de réseaux d'adduction.

L'Ashgal veut développer des infrastructures de traitement et de recyclage des eaux usées. Parmi les projets, nous pouvons épingler une nouvelle station de traitement à Al-Dakhirah (au nord de Doha), le projet IDRIS pour la collecte et le traitement des eaux usées (500.000 m³/jour) ainsi qu'un réseau de distribution des eaux traitées vers l'agriculture et l'industrie (2,7 milliards d'USD).

STOCKAGE

La capacité de stockage d'eau qatarienne est insuffisante. Le Qatar ne dispose actuellement que d'une autonomie de 60 heures et souhaite passer à 7 jours de réserve.

Kahramaa, entreprise publique détenant le monopole de la distribution de l'eau et de l'électricité, a lancé le projet Water Security Mega Reservoir Project. Elle a diffusé des appels d'offres pour la fourniture de matériels en vue de construire cinq réservoirs géants et les infrastructures nécessaires d'ici 2017. Le coût global est estimé à 2,5 milliards d'USD.

La pluviométrie ne dépassant pas 75,2 mm par an, la nappe phréatique ne parvient pas à se reconstituer et s'appauvrit dangereusement. L'eau souterraine est cependant l'une des seules ressources d'eau douce disponibles. Des études et des projets pilotes sont également entrepris pour la recharge artificielle des nappes aquifères.

3.3.3 DÉCHETS

Le volume de déchets générés au Qatar progresse annuellement de 10 à 15 % et représente actuellement près de 7.000 tonnes/jour. 30 % proviennent des ménages et 70 % de l'industrie et de la construction.

Les déchets collectés par les villes sont envoyés vers l'une des trois décharges du pays : Umm Al-Afai (déchets ménagers et encombrants), Rawda Rashed (déchets de construction et de démolition) et Al-Krana (déchets des eaux usées).

Alors que seulement 8 % des déchets sont recyclés aujourd'hui, l'objectif fixé par les autorités s'élève à 38 % d'ici 2016. Outre des campagnes de sensibilisation et d'information sur la classification des déchets, plusieurs initiatives soutiennent cette montée en puissance de l'industrie de recyclage.

Cinq stations de transfert ont été mises en place à South Doha, West Doha, Industrial Area, Dukhan et Al-Khor. Elles sont équipées de bunkers de stockage afin de trier les recyclables comme le verre, le papier, l'aluminium et le plastique.

Le développement le plus prometteur est le Domestic Solid Waste Management Centre (DSWMC), premier centre intégré de traitement des déchets solides du Moyen-Orient, situé à Mesaieed. L'installation totalise une capacité de traitement de 2.300 tonnes/jour. Elle devrait réduire de 92 % à 64 % la part des déchets enfouis tout en générant de l'énergie. Doté des dernières technologies, il prend en charge quatre processus distincts : le tri et le recyclage, le compostage, la transformation des déchets en énergie par incinération et l'élimination des matières non renouvelables dans une décharge.

Les autorités envisagent plusieurs projets de fermeture et de réhabilitation de sites d'enfouissement, de gestion des déchets dangereux et de construction de centres de traitement additionnels.

3.3.4 POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

La production de CO₂ du Qatar par habitant est actuellement la plus élevée au monde (36,95 tonnes/tête en 2013). Le succès du pétrole et du gaz combiné à la population limitée expliquent cette statistique défavorable.

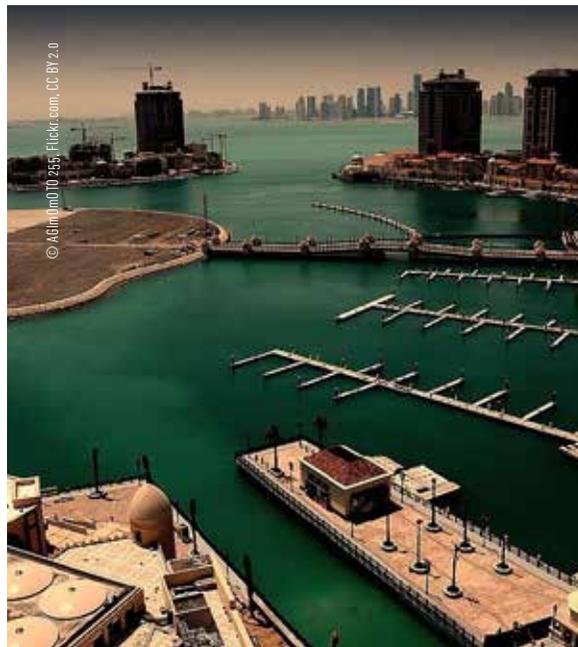
Lors de la conférence des Nations Unies sur le climat tenu en décembre 2012 en sa capitale, l'émirat a pris des engagements sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Deux projets ont déjà été lancés par le secteur des hydrocarbures :

- ◆ Qatargas est à l'origine d'un projet pour la récupération et le recyclage des gaz s'échappant lors du chargement des méthaniers à Ras Laffan. Le Jetty Boil Off Gas Recovery Project est estimé à 1 milliard d'USD et permettra de capturer 90 % des gaz émis, soit près de 600.000 tonnes par an.
- ◆ Le projet de Qatar Fuel Additives Company (QAFAC) prévoit une unité de récupération de CO₂ à Mesaieed. Son coût est estimé à 80 millions d'USD. Elle permettra le recyclage, dans le processus de production, de 500 tonnes/jour de CO₂, émis par la cheminée du transformateur de méthanol.

La Fondation du Qatar et son parc technologique financent en outre de nombreux projets. A titre d'exemple, un partenariat entre Shell, Qatar Petroleum et le QSTP subsidie pour 70 millions d'USD sur dix ans un centre de recherche basé à l'Imperial College de Londres travaillant sur de nouvelles technologies de capture et de stockage du carbone.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Technologie solaire
- ◆ R&D relative à l'énergie solaire
- ◆ Dessalement de l'eau
- ◆ Technologie de l'osmose inverse
- ◆ Technologies de tri et de recyclage des déchets
- ◆ Compostage
- ◆ Réduction des gaz à effet de serre
- ◆ ...



© ASimmo070 2355 Flickr.com, CC BY 2.0

3.4 SANTÉ

UN SECTEUR EN PLEINE FORME

La croissance quantitative et qualitative de la demande en soins de santé au Qatar observée depuis quelques années s'explique par la combinaison de quatre facteurs, selon le rapport 2013 du SCH (Supreme Council of Health), auxquels le gouvernement doit faire face :

- ◆ La démographie galopante et imprévisible du pays requiert une adaptation de l'infrastructure. Le Qatar a connu la croissance la plus rapide de la planète entre 2000 et 2014 (moyenne annuelle de 9,1 %). L'extension du réseau, des services et du personnel de la santé est indispensable.
- ◆ Le Qatar accueille la deuxième communauté d'immigrés au monde, derrière les Emirats arabes unis. La majorité d'entre eux sont des hommes, exerçant des métiers à risque et résidant dans des zones industrielles retirées. Cette situation requiert une attention particulière sur, entre autres, les accidents du travail et la prévention des maladies transmissibles.
- ◆ Bien que comptant une des plus faibles proportions de moins de 65 ans au monde, le Qatar affiche un taux de maladies non transmissibles similaires aux autres pays, expliqué par des modes de vie évoluant rapidement et de plus en plus sédentaires. Les maladies chroniques comme l'obésité et le diabète sont de plus en plus présentes. Cette situation nécessite des campagnes de prévention et de promotion de la santé.
- ◆ Le Qatar présente un revenu par habitant parmi les plus confortables de la planète. Les dépenses en soins de santé par tête sont les plus élevées du GCC, estimées à 1.715 USD par an. Les attentes vis-à-vis du secteur médical sont élevées, ce qui offre de nombreuses opportunités.

PUBLIC VS PRIVÉ

Le système est réglementé par le Conseil Suprême de la santé ou SCH (www.sch.gov.qa). Il subsidie et supervise deux organismes principaux en charge des soins de santé publique :

- ◆ le Primary Health Care Corporation (PHCC), qui comprend 23 centres et assure 39 % de l'activité ambulatoire nationale et
- ◆ le Hamad Medical Corporation (HMC), qui dirige 8 hôpitaux (Hamad General Hospital, Women's Hospital, Al-Rumailah Hospital, Heart Hospital, Al-Wakrah Hospital, Al-Amal Hospital, Al-Khor Hospital, Cuban Hospital) et fournit 27 % des soins ambulatoires et 75 % des soins hospitaliers.

Le secteur privé compte quant à lui 4 hôpitaux. Fondé en 2001, le Doha Medical Centre Hospital est le premier hôpital privé du pays. Trois autres ont, depuis, ouvert leurs portes : le Al-Ahli Hospital, l'American Hospital et le Al-Emadi Hospital.

La sphère privée rencontre des défis, notamment en matière de coordination avec le secteur public pour l'échange d'informations, pour le transfert de patients et pour l'accès aux services. Son modèle de financement futur reste également un point d'interrogation. Les autorités s'accordent sur la nécessité d'établir une stratégie de développement afin d'accroître le rôle et les responsabilités du secteur privé dans les années à venir.

NHS 2011-2016

La santé du peuple qatarien est l'un des éléments clés du volet « développement humain » de la stratégie nationale 2030 (QNV). Le Qatar a introduit en avril 2011 une déclinaison de ce programme focalisé sur le domaine de la santé : le « National Health Strategy 2011-2016 ». Ce dernier veut faire du Qatar un des grands acteurs mondiaux. Il doit devenir en 2016 un pôle d'excellence en matière de soins et de recherche médicale, aux niveaux régional et international. Dès janvier 2012, il s'est fait accompagner d'un PMO (Programme Management Office) qui soutient et permet son implémentation.

Cette stratégie comprend 37 projets répartis sur six ans. Trois thèmes principaux y sont développés :

- ◆ Changer le focus, du traitement des maladies à la prévention
- ◆ Créer des services efficaces et abordables pour tous les Qatariens
- ◆ Prévoir une recherche de haute qualité et un développement professionnel continu dans tous les domaines de soins.

La demande actuelle nécessite une extension des infrastructures, des services, du personnel et du financement.

PERSPECTIVES D'EXTENSION

Infrastructures

Le SCH, le PHCC et le HMC ont prévu de nombreuses extensions du réseau dans la prochaine décennie. Ils ont planifié la construction de 65 établissements (dont 54 nouveaux et 11 remplaçant des infrastructures existantes) d'ici 2022 :

- ◆ 5 unités de commission médicale
- ◆ 24 centres de santé (dont 6 remplacements)
- ◆ 10 hôpitaux (dont 3 remplacements)
- ◆ 17 infrastructures spécialisées (dont 2 remplacements)
- ◆ 9 infrastructures de support.

En 2013, deux nouveaux centres de santé ont ouvert leurs portes, l'un à Zecreet, l'autre à Doha. Selon le planning, quatre établissements supplémentaires auraient dû être opérationnels d'ici fin 2014, 33 devaient voir leur construction démarrer, 20 entrer en phase de design et 8 en projet.

Le nombre de lits passera de 2.100 en 2013 à 5.581 en 2022. Ces efforts permettront à l'émirat d'augmenter sa densité de lits, qui n'était que 12

INFRASTRUCTURES DE SANTÉ

Infrastructure	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Unités de commission médicale	1	2	3	3	7	7	7	7	7	7	7
Centres de santé	24	25	26	29	40	43	43	43	43	43	43
Hôpitaux	8	8	8	9	13	13	13	13	13	14	15
Infrastructures spécialisées	3	3	5	6	7	9	10	14	14	14	18
Infrastructures de support	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Nombre total d'infrastructures	36	38	42	47	67	72	73	77	77	78	92
Nombre de lits	2.208	2.100	2.100	2.223	2.629	2.629	2.629	2.980	3.362	4.462	5.581
Nombre de projets de rénovation	0	0	6	15	15	28	28	28	28	28	42

Source : SCH Annual Report 2013

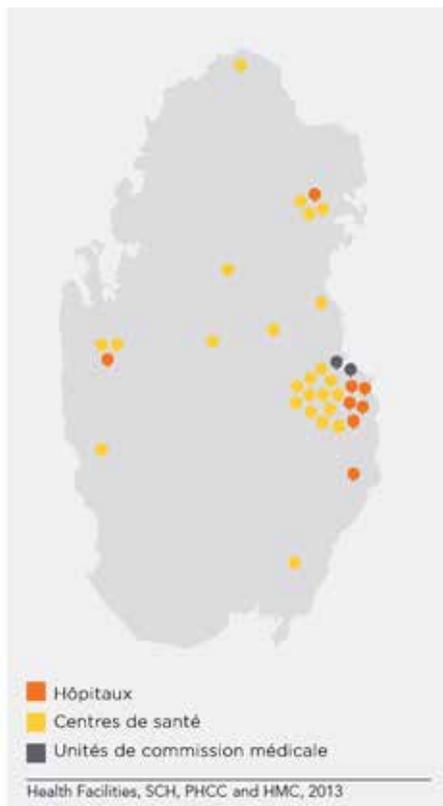
pour 10.000 habitants en 2012 selon les statistiques sanitaires mondiales de l’OMS.

Le nombre d’infrastructures et le nombre de lits seront par conséquent chacun multipliés par environ 2,5 en une décennie. A cela s’ajoutent 42 projets de rénovation.

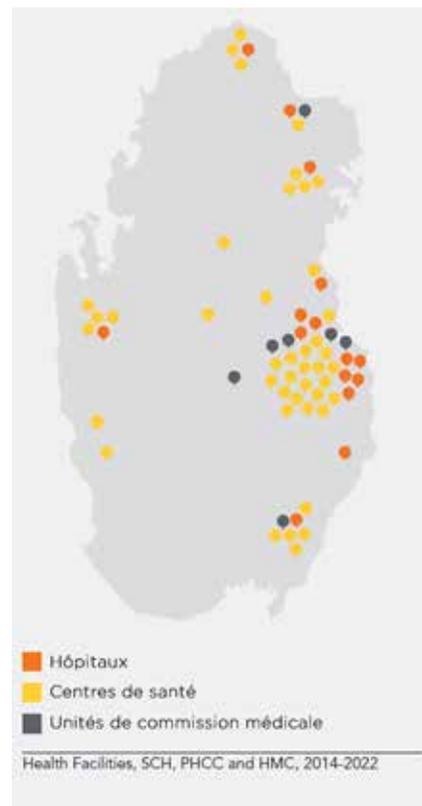
La Fondation du Qatar (voir 2.1.6) a financé la construction du Sidra Medical and Research

Center à Doha, qui doit ouvrir ses portes en 2015, à hauteur de 7,9 milliards d’USD. Ce centre de recherche médicale ultramoderne, entièrement numérique et doté des dernières technologies, est spécialisé dans les soins de santé aux femmes et aux enfants : obstétrique, gynécologie et pédiatrie. 5.000 personnes devraient y travailler.

INFRASTRUCTURES DE SANTÉ



Source : SCH Annual Report 2013



Source : SCH Annual Report 2013

Services

La demande en services de soins de santé, aussi bien ambulatoires qu'hospitaliers, devrait croître au cours des 20 prochaines années. SCH, PHCC

et HMC ont enregistré une hausse de 7 % dans les services médicaux rendus en 2013 par rapport à 2012. Certains ont néanmoins connu une baisse, à cause de fermetures, réallocations et manque de fournitures.

SERVICES DE SOINS DE SANTÉ

Key Services	2012	2013	2012-2013 (%)
Medical Commission			
SCH – MC Center/Units Tests	1,705,406	1,947,082	14
Total	1,705,406	1,947,082	14
Health Centers			
SCH – Health Center Visits	215,774	491,648	128
PHCC – Health Center Visits	3,817,356	2,646,885	-31
PHCC - Vaccines	149,425	108,710	-27
PHCC – Clinical Laboratory Tests	2,865,037	2,424,335	-15
PHCC – Prescriptions	159,358	169,416	6
Total	7,206,950	5,840,994	-19
Hospitals			
HMC – Inpatient Admissions	70,444	80,463	14
HMC – Outpatient Visits	966,139	1,066,882	10
HMC – Emergency Department Visits	726,467	853,715	18
HMC – Day Case Surgery	12,814	15,945	24
HMC – Home Healthcare Visits	19,767	27,367	38
HMC – Births	18,814	20,097	7
HMC – Pediatric Emergency Center Visits	474,141	519,619	10
HMC – Ambulance Calls	110,645	131,775	19
HMC – Clinical Laboratory Tests	13,189,297	15,207,000	15
HMC – Outpatient Therapy	279,221	322,398	15
HMC – Life Flight Activation	1,258	2,243	78
HMC – Prescriptions	4,666,065	5,520,360	18
Total	20,535,072	23,767,864	16
Other Specialized			
SCH – Food and Water Tests	243,556	342,648	41
SCH – Drug Tests	2,500	2,050	-18
Total	246,056	344,698	40
Total Key Services	29,693,484	31,900,638	7

Key Services, 2012-2013

Source : SCH Annual Report 2013

Personnel

Le SCH subsidie également le Qatar Council for Healthcare Practitioners (QCHP), l'association d'accréditation des professionnels de la santé. Le défi suivant sera d'attirer des ressources humaines qualifiées.

Pour soutenir l'expansion du secteur, le SCH a consolidé le recrutement, la rétention et la qualité de l'enseignement et de la formation de son personnel médical. La force de travail a augmenté de 8 % entre 2012 et 2013. En particulier, le nombre de médecins ainsi que de pharmaciens et d'assistants-pharmaciens a progressé fortement, de 10 % et 23 % respectivement.

Plusieurs écoles internationales, renommées pour leur enseignement des matières relatives à la santé, sont déjà présentes au Qatar sur le campus de l'Education City. Par le biais d'une collaboration avec la Fondation du Qatar, des opportunités existent également pour les universités belges. Belgium Healthcare suit les développements du marché qatarien avec attention.

Financement

Le budget qatarien 2014/2015 consacre à la santé un montant de 4,31 milliards d'USD, soit 7,18 % de l'enveloppe globale.

Selon le rapport annuel de SCH, le financement du secteur public des soins de santé a augmenté de 18 % entre 2012 et 2013, passant de 9,7 milliards de QAR (2,6 milliards d'USD) à 11,4 milliards de QAR (3,1 milliards d'USD), répondant aux besoins d'extensions des infrastructures, des services et du personnel médical.

Le Qatar reste l'un des états au monde où le gouvernement contribue le plus aux dépenses de soins de santé. En 2012, sa part était de 83,6 %. La moyenne des pays de l'OCDE est de 69,2 %, alors que celle du GCC avoisine 75 %.

Le Qatar s'est doté en 2013 d'un plan national d'assurance-maladie obligatoire, le premier du GCC. L'objectif final est que ce régime couvre tout individu vivant dans le pays, mais également toute personne y séjournant pour des raisons professionnelles ou privées.



© Flickr.com: Christine und Hagen Graf, CC BY-SA 2.0

L'employeur des résidents expatriés devra prendre en charge le coût de cette assurance pour son employé et pour sa famille. Une personne en visite temporaire s'acquittera du montant de la prime au moment du paiement de son visa.

La couverture des soins se fera par étape selon le calendrier et les modalités suivantes :

- ◆ Au 1^{er} juillet 2013 : toutes les femmes de nationalité qatarienne âgées de plus 12 ans, pour certains soins spécifiques
- ◆ Au 1^{er} janvier 2014 : tous les citoyens qatariens dans certains hôpitaux agréés
- ◆ Au 1^{er} juillet 2014 : tous les citoyens qatariens dans tous les hôpitaux et centres de soins agréés
- ◆ Au 1^{er} janvier 2015 : tous les visiteurs et tous les résidents expatriés, sauf les ouvriers, dans tous les hôpitaux et centres agréés
- ◆ Fin 2015 : tous les résidents expatriés et visiteurs dans les tous les hôpitaux et centres agréés.

A terme, l'assurance-maladie couvrira ainsi toute personne, pour les soins de santé délivrés, dans tous les établissements, privés comme publics.

Un organisme étatique dépendant du SHC et nommé « National Health Insurance Company » (NHIC) a été créé en mars 2012 pour coordonner les prestations des différentes compagnies d'assurance et les demandes des assurés.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Personnel médical
- ◆ Equipements et appareils médicaux, généraux et spécialisés
- ◆ Médicaments
- ◆ Logiciels médicaux
- ◆ Personnel pour la R&D
- ◆ Robotique
- ◆ ...





4

RÉUSSITES RÉCENTES

CHASSIS HANIN	70
DEME	71
MEMNON	72



CHASSIS HANIN

SECTEUR : CHASSIS DE FENETRES

Georges Hanin a fondé en 1905 à Marche-en-Famenne sa propre société de miroiterie et de travail du verre, puis de création de châssis.

En 1992, Denis et Mathilde Rutot rachètent l'enseigne « Châssis Hanin » et perpétuent depuis son savoir-faire en matière de menuiserie et de vitrerie. Ils ont élargi la gamme de produits et se sont orientés vers d'autres matériaux comme l'aluminium et le PVC haut de gamme. Ils sont récompensés en 1997 par le prix du meilleur chef d'entreprise débutant, attribué par le jury de gestion COMENEF des Chambres des métiers et négoce francophones.

Au cours des années 2000, ils acquièrent successivement la Miroiterie Jamboise (Jambes), la Vitrerie du Condroz (Ciney), Drion Bank Security (Gembloux), une société spécialisée en châssis et guichets anti-balle et anti-effraction, ainsi que le Comptoir des Glaces (Arlon). Ces différentes filiales développent une philosophie d'union et se complètent sans se concurrencer. Les 4 entités Châssis Hanin emploient aujourd'hui un total de 40 travailleurs.

Les maîtres mots de la maison, qualité, robustesse et beauté, orientent sa stratégie globale. Elle fonctionne avec des ateliers de production artisanale, sans travail à la chaîne ni robotisation. Châssis de fenêtre en PVC, alu et acier sont conçus et réalisés avec un souci constant de perfection et d'innovation : ils respectent toujours l'esthétique de la maison. Le personnel hautement qualifié suit pas à pas la fabrication des pièces pour créer un produit spécifique en réponse à des demandes pointues. L'entreprise a déjà travaillé pour des clients belges de prestige comme l'OTAN ou l'Hôtel Métropole à Bruxelles.

Il y a quelques années, Châssis Hanin décide de se tourner vers le Qatar. De nombreux palais s'érigent au Moyen-Orient, un potentiel de développement indéniable pour la PME belge proposant portes et

châssis de luxe. En guise de première approche du marché, Denis et Mathilde Rutot se rendent en mai 2009 à la foire Futuralia de Doha.

Ils seront ensuite fidèles à chacune des éditions annuelles du « Project Qatar », le « Batibouw de Doha », un évènement incontournable du secteur du bâtiment dans la région. Simples visiteurs dans un premier temps, ils y seront par la suite actifs en tant qu'exposants, grâce au soutien logistique de l'AWEX. Le couple procède ensuite à plusieurs voyages de prospection aboutissant à des entretiens avec des facilitateurs locaux dans l'espoir de lancer un partenariat.

Début 2013, la société conclut un contrat avec Darwish Holding, un grand groupe de distribution qatarien. La même année, elle engage un nouveau collaborateur trilingue (français/anglais/arabe), à qui elle confie l'exploration du marché qatarien. Celui-ci opère d'abord depuis la Belgique, ensuite par le biais d'un bureau collectif permanent ouvert par l'entreprise à Doha en janvier 2014 sous l'égide de l'AWEX.

Après la mission économique princière en Arabie saoudite et à Oman, ponctuée d'un crochet par Doha en compagnie du Ministre Marcourt, Châssis Hanin signe en juin 2014 son tout premier bon de commande pour le Qatar. Celui-ci porte sur quatre immenses châssis full option, entre autres parfaitement étanches aux tempêtes de sable. Ils sont arrivés à destination par container maritime fin janvier 2015. Deux nouvelles commandes ont suivi dans la foulée. Ces ventes à destination du Qatar représenteront conjointement 15 % du chiffre d'affaires de la société en 2015.

www.hanin.be

« Cette mission nous sert à être reconnus, elle nous a permis d'ouvrir certaines portes. Tant la Princesse Astrid que le Ministre ont accès à des contacts et des personnes auxquels nous n'aurions jamais accès en tant que citoyen ordinaire. Ils nous donnent une notoriété certaine. »

Mathilde Pirlet-Rutot

CFO, à propos de la mission économique princière en Arabie saoudite et à Oman en mars 2014
(source : RTBF, 20 mars 2014)

DEME

SECTEUR : DRAGAGE

Le groupe de dragage et environnemental DEME est un conglomérat d'entreprises dont les origines remontent à plus de 150 ans. Il est spécialisé dans le dragage d'approfondissement et d'entretien, la construction et l'expansion d'installations portuaires, les services à l'industrie pétrolière et gazière, l'enlèvement d'épaves, les travaux en haute mer, la construction de parcs éoliens offshore ainsi que dans un large spectre d'activités environnementales allant de l'épuration des eaux à l'assainissement des sols et à la décontamination et au recyclage de sédiments et de sols.

La société est une filiale à 100 % du groupe CFE, qui est lui-même détenu à 60,40 % par la holding Ackermans & Van Haaren.

DEME emploie 4.500 collaborateurs et réalise des chantiers sur tous les continents. Grâce à son programme d'investissements en matériel high-tech, DEME dispose aujourd'hui de l'une des flottes les plus modernes, les plus performantes et les plus polyvalentes au monde.

En 2013, le groupe a enregistré d'excellents résultats avec un chiffre d'affaires de 2.532 millions d'EUR, soit 32 % de plus qu'en 2012. Le carnet de commandes s'est quant à lui maintenu à un haut niveau (3.049 millions d'EUR).

Le Moyen-Orient (avec l'Inde) a contribué à 10 % du chiffre d'affaires du groupe en 2013. DEME y est actif au travers de MEDCO (Middle East Dredging Company Q.S.C.), un partenariat conclu en 2004 entre l'entreprise qatarie United Development Company (45,1 %), Qatar Holding (gouvernement du Qatar, 10 %) ainsi que DEME (44,1 %).

La société MEDCO a accompli des chantiers d'envergure comme le Pearl, un archipel d'îles artificielles, ainsi que le remblayage et le revêtement en enrochement de l'aéroport de Doha.

En mars 2012, MEDCO a décroché un contrat colossal de dragage du chenal d'approche du projet « New Port », commandité par le New Port Project Steering Committee sous le gouvernement qatari. Le cahier de charges englobe également le dragage du bassin, des travaux de remblayage d'une superficie d'environ 4,5 km² pour la base navale ainsi que la construction de deux brise-lames en enrochements des deux côtés du chenal. Le chantier devrait s'achever en 2016. Le « New Port », situé entre Al Wakrah et Mesaeed, au sud de Doha, devrait permettre au pays de répondre à ses besoins commerciaux grandissants du Qatar et d'absorber la croissance attendue du trafic de conteneurs. La valeur de ce marché remporté par MEDCO est d'environ 4,5 milliards de QAR (941 millions d'EUR).

www.deme-group.com

MEMNON

SECTEUR : MEDIAS

Memnon Archiving Services est une société belge active dans la numérisation et la valorisation des archives audiovisuelles. C'est l'un des seuls acteurs internationaux spécialisés dans le domaine du « media archive ». Memnon propose des services de numérisation d'archives sonores et vidéo à grande échelle, leur restauration éventuelle, leur stockage, leur indexation et leur mise à disposition restreinte, ciblée ou à destination du grand public.

Memnon suit strictement les recommandations éditées par les organisations spécialisées dans l'archivage audiovisuel comme l'IASA (International Association of Sound & Audiovisual Archives) et la FIAT (Fédération Internationale des Archives de Télévisions).

Grâce à ces deux studios de numérisation, à Bruxelles (Flagey, dans les anciens bâtiments de l'Institut National de Radiodiffusion) et à Liège, Memnon traite tous types de supports vidéo ou sonores, qu'ils soient analogiques ou numériques.

La société propose des solutions aussi bien en outsourcing (externalisation de la numérisation

des archives audiovisuelles au sein des unités de Memnon) qu'en insourcing (travail effectué chez le client avec l'aide de Memnon).

Outre le traitement des supports audiovisuels, elle a également développé, grâce à son département IT, des outils informatiques destinés aux archivistes et aux documentalistes. Ceux-ci permettent la gestion, la documentation, l'indexation semi-automatique des collections audiovisuelles ainsi que la création de profils documentaires spécifiques.

Memnon compte déjà à son actif près d'un million d'heures d'archives audiovisuelles pour des institutions culturelles prestigieuses et des acteurs de l'audiovisuel en Europe. Parmi ses références internationales, on peut citer la Télévision Suisse Romande, le Parlement européen, la British Library, l'université de Bournemouth...

Fin 2013, Memnon a créé une joint-venture à Dubaï avec MediaGuru, une société de services aux médias. Elle doit accomplir plusieurs projets d'archivage au Moyen-Orient (dont le Qatar), en Afrique du Nord et en Turquie.

www.memnon.be



“We are setting up a digitisation facility in Dubai Media City which will provide managed services to clients. This will primarily service radio, television and film content. We believe that there are valuable resources in the region that need to be archived. People are very passionate about it and they have the inclination and the budgets to do so. I think it's an opportunity for those in the business of archiving to provide the best facilities.”

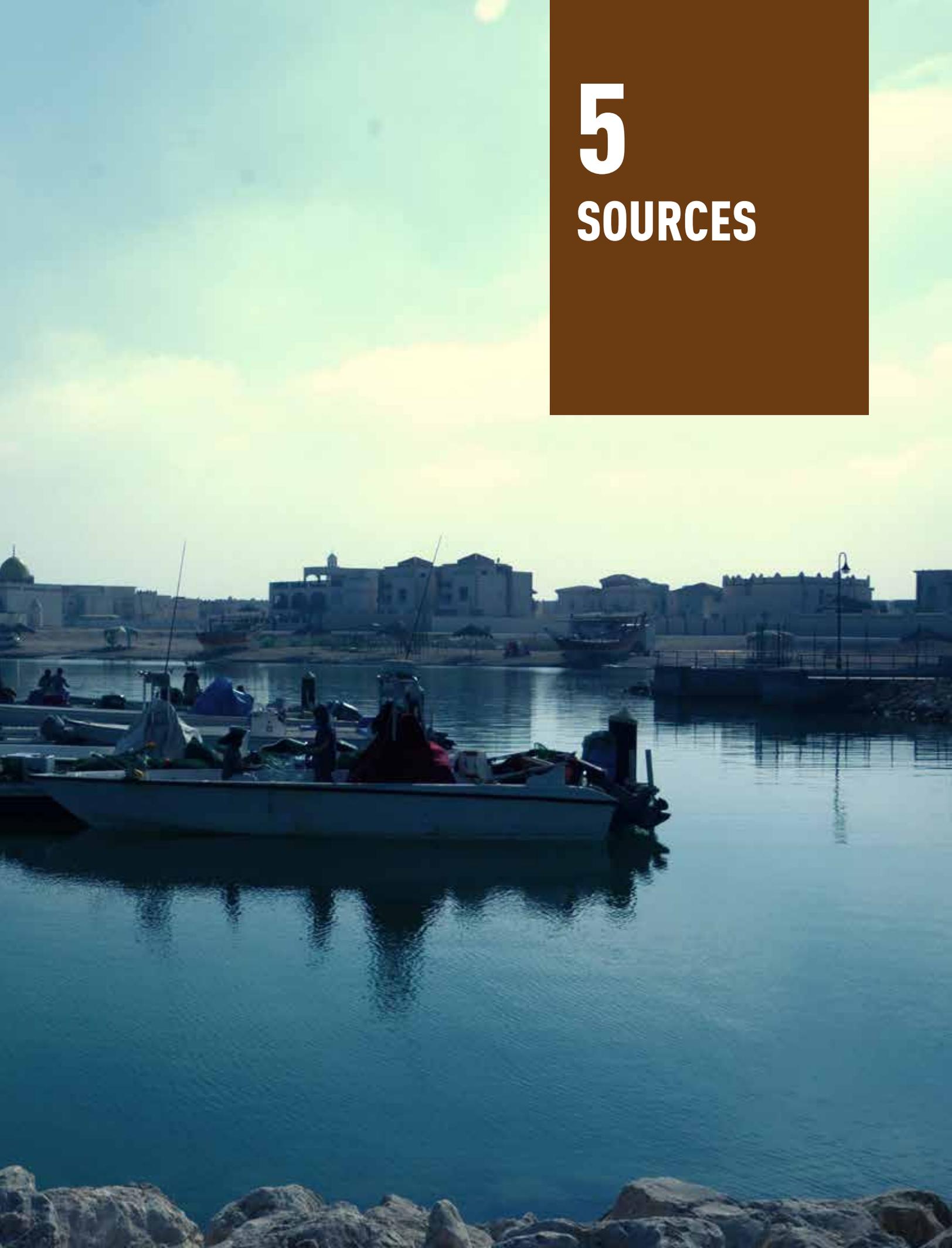
Sanjay Salil

CEO de MediaGuru
(27 octobre 2013)





5 SOURCES



NOS PARTENAIRES

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment & Trade
www.flandersinvestmentandtrade.be

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

SOURCES QATARIENNES

Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques
www.qsa.gov.qa

Ministère de l'Environnement
www.moe.gov.qa

Ministère des Villes et de la Planification urbaine
www.baladiya.gov.qa

Ministère de l'Economie et du Commerce
www.mec.gov.qa

Ministère de l'Energie et de l'Industrie
www.mei.gov.qa

Supreme Council of Health (SCH)
www.sch.gov.qa

Qatar Central Bank
www.qcb.gov.qa

Fondation du Qatar
www.qf.org.qa

Ashghal (autorité nationale des travaux publics)
www.ashghal.gov.qa/en

Kahramaa (entreprise publique de distribution d'eau et d'électricité)
www.km.com.qa

Qatar Electricity and Water Company
www.qewc.com

Qatar Petroleum (QP)
www.qp.com.qa

Qatar Investment Authority (QIA)
www.qia.qa

SOURCES INTERNATIONALES

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Commission européenne
<http://ec.europa.eu>

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Fonds monétaire international
www.imf.org

Organisation de coopération et de développement économiques
www.oecd.org

Banque mondiale
www.worldbank.org

Forum économique mondial
www.weforum.org

International Trade Center
www.intracen.org

Agence internationale de l'énergie
www.iea.org

Groupe Credendo
www.credendogroup.com

Trends
www.trends.be

L'Echo
www.lecho.be

U.S. Energy Information Administration
www.eia.gov

Sovereign Wealth Fund Institute
www.swfinstitute.org

UK Trade & Investment
[www.gov.uk/government/organisations/
uk-trade-investment](http://www.gov.uk/government/organisations/uk-trade-investment)

Financial Times
www.ft.com

Ministère français des Finances- Trésor
-Direction générale
www.tresor.economie.gouv.fr

Le Monde diplomatique
www.monde-diplomatique.fr

Moniteur du Commerce international (MOCI)
www.lemoci.com

Les Echos
www.lesechos.fr

Qatar Infos
www.qatarinfos.net

Zawya
www.zawya.com



Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer 3
1000 Bruxelles
☎ +32 2 206 35 11
www.abh-ace.be



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

**Agence wallonne à l'Exportation et
aux Investissements étrangers**

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎ +32 2 421 82 11
www.awex.be



invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ +32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be



**FLANDERS
INVESTMENT &
TRADE**

Flanders Investment & Trade

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎ +32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.com

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : FÉVRIER 2015

EDITEUR : MARC BOGAERTS

AUTEUR : NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE.

REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE.



agence pour le
commerce extérieur